

POUR LE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE

L'ALGÉRIE INVESTIT DANS LA CULTURE DE L'ARGANIER

P.6

APPELS À LA
VIOLENCE CONTRE
LES FEMMES
QUAND TIKTOK DEVIENT
LA TRIBUNE DES
MISOGYNES

P.4

LE MEDIATEUR MAGHREBIN

Quotidien national d'information

Jeudi 25 avril 2024 - N°: 109 - Prix:10 DA



Match USMA/RS Berkane

LA DÉCISION DE LA CAF
ATTENDUE AU PLUS TARD
AUJOURD'HUI

P.12.Sport

ASSURANCES, AGRICULTURE, TRANSPORTS, ENVIRONNEMENT ET HABITAT

Des projets de lois et exposés examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de projets de lois et la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué des Services du Premier ministre.

Lire en page 3



ABUJA (NIGERIA) L'ALGÉRIE PARTICIPE À UNE RÉUNION AFRICAINNE DE HAUT-NIVEAU SUR LA LUTTE ANTITERRORISTE

L'Algérie a pris part aux travaux de la réunion africaine de haut-niveau sur la lutte antiterroriste qui s'est tenue dans la capitale du Nigeria, Abuja, les 22 et 23 avril, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.



Page 2

EXTENSION DU PORT D'ANNABA ET
RÉALISATION D'UN QUAI MINÉRALIER
**RAKHROUKH DONNE LE
COUP D'ENVOI OFFICIEL
DES TRAVAUX**

P.7

OBSERVATOIRE EURO-MÉDITERRANÉEN
**LES CONSÉQUENCES DES 200
JOURS DE L'AGRESSION
SIONISTE CONTRE
GHAZA SONT «HORRIBLES»**

P.9

JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE

UNE ODE À LA LITTÉRATURE ET À L'ÉCRITURE

P.5

ABUJA (NIGERIA)

L'Algérie participe à une réunion africaine de haut-niveau sur la lutte antiterroriste

L'Algérie a pris part aux travaux de la réunion africaine de haut-niveau sur la lutte antiterroriste qui s'est tenue dans la capitale du Nigeria, Abuja, les 22 et 23 avril, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.

Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Larbi Merzoug, a précisé la même source. La réunion a été marquée par «une large participation de représentants des pays africains, d'organisations régionales et d'organismes onusiens», indique la même source ajoutant que «plusieurs axes liés aux moyens de renforcement de la coordination et de la coopération pour faire face au terrorisme et aux menaces sécuritaires communes ont été abordés». M. Larbi Merzoug a également rencontré, en marge des travaux de la réunion, le Secrétaire général adjoint du Bureau des Nations Unies contre le terrorisme (UNOCT), Vladimir Ivanovich Voronkov, conclut le communiqué.



La délégation participant à cette réunion était conduite par le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des

COOPÉRATION

Attaf reçoit le président de la Chambre canadienne des communes

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf a reçu, hier, à Alger, le président de la Chambre des communes du Canada, Greg Fergus, en visite officielle en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre, précise le communiqué, a permis d'examiner les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays et les voies et moyens de les promouvoir à de larges perspectives, notamment à travers la relance de différents mécanismes offerts par la diplomatie parlementaire. Les deux parties ont échangé, à cette occasion, "les vues et les analyses sur les développements de la situation politique, sécuritaire et économique dans la région sahélo-saharienne", et "évoqué la possibilité de concrétiser des projets conjoints dans le cadre de la coopération tripartite, au service des objectifs du développement durable dans cet espace", ajoute la même source.



REGHAÏA

Visite guidée au profit des médias nationaux à l'ESDAT

L'Ecole supérieure de la défense aérienne du territoire (ESDAT) "chahid Ali Chabati" sise dans la 1ère Région militaire a organisé, mardi dernier, une visite guidée au profit des médias nationaux. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan général de communication de l'Armée nationale populaire (ANP) pour l'année 2023-2024, approuvé par le Chef d'Etat-major de l'ANP, le Général d'Armée Saïd Chanegriha. Lors de cette visite, le commandant de l'ESDAT par intérim, le colonel Abbas Khaled, a indiqué que cette "visite est une occasion pour connaître de plus près les missions dévolues à cet établissement de formation relevant de l'Arme de la défense aérienne du territoire et son rôle crucial dans la formation d'officiers compétents

en matière de défense aérienne, à la faveur des sciences et des connaissances nécessaires pour être au diapason des développements technologiques modernes dans le domaine militaire". Le colonel Abbas Khaled a également salué la "relation étroite et solide" entre l'institution militaire et les médias nationaux en tant que "partenaire loyal et important" dans l'accompagnement de la voie du développement et de la modernisation empruntée par le Haut Commandement de l'ANP et les différentes réalisations accomplies à plusieurs niveaux, ajoutant que "cet évènement médiatique se veut une fenêtre à travers laquelle les médias transmettent l'image réelle et le niveau élevé atteint par le système de formation de l'ANP". Cette visite vise à "consolider le lien Armée-Nation pour préserver l'unité nationale en tant que

vecteur essentiel pour la prospérité du pays et renforcer la relation entre les médias nationaux et l'institution militaire". Il s'agit aussi de présenter aux citoyens les différentes structures de l'ANP et mettre en exergue les progrès qu'elle a réalisés dans différents domaines, notamment scientifique, en sus du rôle actif de l'ANP dans le développement national dans toutes ses dimensions. En marge de cette visite, la délégation médiatique a visité les différentes structures de formation (sportives et de loisirs), ainsi que les équipements pédagogiques et de formation dont dispose l'Ecole. Elle s'est enquis également de la qualité de la formation prodiguée aux élèves et des différentes spécialités dispensées par l'Ecole, avant de se rendre au Musée de l'Ecole et prendre une photo souvenir.

ORAN

Le 4ème Salon du recyclage "Recycling Expo" du 29 avril au 2 mai

La quatrième édition du Salon international du recyclage, traitement des déchets, énergies renouvelables, développement de l'énergie verte, préservation des ressources naturelles et protection de l'environnement "Recycling Expo" se tiendra au Palais des expositions à Oran, du 29 avril au 2 mai, a-t-on appris, hier, auprès des organisateurs. Cet évènement, organisé par l'agence événementielle "SOS Event" regroupe, comme de coutume, "les leaders et professionnels régionaux, nationaux et internationaux du tri, de la collecte, du recyclage, du

traitement des déchets, des énergies renouvelables et des équipements", a-t-on fait savoir de même source. Ce salon se veut comme un espace pour échanger les expériences, découvrir de nouvelles technologies et donner l'opportunité à tous ceux qui veulent investir ou profiter des expériences de certains exposants, pour l'optimisation de la gestion des déchets ménagers et industriels, a-t-on ajouté. S'agissant de la participation étrangère, les organisateurs ont fait savoir que le Sénégal, seul exposant étrangers, sera l'invité d'honneur de cette édition. Un riche programme

de conférences, organisé en partenariat avec le Conservatoire National des Formations à l'Environnement (CNFE), est prévu en marge de l'exposition. "Les missions et le rôle du CNFE dans le renforcement des capacités des entreprises", "des opportunités vertes offertes aux jeunes pour lancer des projets environnementaux", "gestion des déchets, état des lieux, stratégie nationale et perspectives", "le rôle des associations dans la protection de l'environnement", sont autant de thèmes qui seront abordés par ce programme de conférences.

Conseil de la nation

Séance plénière aujourd'hui consacrée aux questions orales

Le Conseil de la nation tiendra, aujourd'hui, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à quatre membres du gouvernement, a indiqué, hier, un communiqué du Conseil. Les questions prévues lors de cette séance concerneront les secteurs de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, des Travaux publics et des Infrastructures de base, des Transports et des Finances, précise la même source.

Alger

Plus de 29.000 clients impactés par des atteintes aux installations de gaz et d'électricité

Les atteintes aux installations de gaz et d'électricité dans les zones relevant de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'El-Harrach ont entraîné l'interruption de l'approvisionnement en gaz naturel pour plus de 491 clients et une coupure d'électricité pour plus de 29.000 clients, durant le premier trimestre de 2024, a indiqué mercredi un communiqué de la Direction. Dans son bilan, la Direction de distribution de l'électricité et du gaz d'El-Harrach, relevant du groupe Sonelgaz, a indiqué avoir enregistré 26 atteintes aux installations gazières au cours du premier trimestre de l'année en cours, ayant entraîné l'interruption de l'approvisionnement en gaz naturel pour plus de 491 clients jusqu'à l'achèvement des travaux de maintenance. Concernant l'électricité, la Direction a enregistré 27 atteintes aux installations électriques et quatre (4) atteintes aux transformateurs électriques, ayant entraîné une coupure d'électricité pour 29.192 clients jusqu'à l'achèvement des travaux de maintenance, a ajouté le communiqué. Le service contentieux de la Direction a déposé, durant la période de référence, 17 plaintes auprès des juridictions pour atteintes aux transformateurs électriques, vols d'énergie et violation du couloir de servitude, selon le communiqué. Dans le cadre de ses efforts pour endiguer ce phénomène, la Direction a invité toutes les entreprises de travaux, publiques et privées, ainsi que les particuliers, à se rapprocher de ses services pour obtenir les plans avant l'entame des travaux afin d'éviter toute atteinte aux installations, soulignant que "la synergie et la coordination avec toutes les parties contribueront à assurer un service de haute qualité".

ASSURANCES, AGRICULTURE, TRANSPORTS, ENVIRONNEMENT ET HABITAT

Des projets de lois et exposés examinés

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier à Alger, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de projets de lois et la présentation d'exposés relatifs à plusieurs secteurs, a indiqué un communiqué des Services du Premier ministre.

Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 24 avril 2024, une réunion du Gouvernement consacrée à la poursuite de l'examen du projet de loi relative aux assurances, visant la mise en œuvre d'une réforme globale de ce secteur à travers la mise en place d'un cadre juridique unifié et intégré qui garantit la promotion de la gouvernance et l'organisation de ce secteur, ainsi que la mise en place de nouveaux types d'assurance et l'adaptation aux évolutions que connaît ce secteur, notamment en ce qui concerne la consécration de l'assurance numérique.

Le Gouvernement a également examiné les progrès accomplis dans l'exécution du projet de réalisation de silos de stockage des céréales, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives de Monsieur le Président de la République relatives au renforcement des capacités nationales en matière de stockage des céréales dans le cadre de la stra-



tégie nationale de sécurité alimentaire. Par ailleurs, et dans le cadre du suivi périodique et continu de l'exécution des instructions de Monsieur le Président de la République relatives à l'accélération de l'opération de numérisation, le Gouvernement

a entendu une communication sur la numérisation du secteur des Transports et l'évaluation des mesures prises pour l'amélioration des services de transport fournis aux voyageurs, ainsi que les projets en cours pour la prise en charge des différentes préoccupations soulevées dans

ce domaine, y compris le projet de réalisation du portail de service public du secteur des Transports. Enfin, le Gouvernement a examiné l'adaptation du cadre réglementaire applicable aux établissements classés pour la protection de l'environnement,

ainsi qu'un nombre de mesures visant à renforcer le cadre réglementaire relatif à l'accompagnement et à l'appui de l'opération de financement de l'acquisition de logements collectifs et individuels dans certaines régions du Sud et des Hauts Plateaux».

Samir M.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES

Tassili mobilise 12 avions bombardiers

La compagnie Tassili Travail Aérien a mobilisé une flottille composée de 12 avions bombardiers d'usages multiples, en prévision de la campagne nationale de lutte contre les incendies de l'exercice 2024, a-t-on indiqué auprès de cette filiale du groupe Sonatrach.

Le chef de base de la compagnie Tassili Travail Aérien de Mostaganem, Ahmed Boubekri, a souligné dans ses explications donnés au Directeur général des forêts, Djamel Touahria, sur le projet de la base aérienne de lutte contre les incendies de

forêt et d'évacuation sanitaire à l'aérodrome de Sayada, dans le cadre de sa visite de la wilaya, que la compagnie, en prévision de la campagne nationale de lutte contre les incendies de l'année en cours, a acquis, en exécution des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, six avions Air Tractor AT 802, dont trois ont été livrés plus tôt, ainsi que deux avions livrés, hier mardi, et un autre en septembre prochain. Sept avions du même type seront également loués, a ajouté le même intervenant, notant qu'en

plus de ces avions destinés à la surveillance et la détection d'incendie (équipés de caméras) et d'intervention rapide de lutte contre l'incendie, deux hélicoptères seront inclus, lors de cette campagne pour un soutien logistique. S'agissant du projet de la base aérienne de l'aérodrome de Sayada, il a souligné que les travaux ont dépassé un taux d'avancement de 57 % et seront achevés à la fin du mois de mai prochain, ajoutant que cette infrastructure aérienne entrera en service, le 15 juin prochain, selon les délais arrêtés.

Au titre des deuxième et troisième phases du projet, pour lequel une valeur de 2 milliards de dinars a été allouée à titre d'investissement, une école de pilotage et de développement de différentes activités de la base aérienne sera réalisée, selon le même responsable. M. Touahria a déclaré que l'objectif de l'implication des capacités aériennes est de réduire les incendies et de contenir leur propagation, d'autant plus que les expériences des dernières années ont été satisfaisantes, notamment dans les zones difficiles d'accès et qui ne disposent

pas de sentiers forestiers. En outre, plusieurs startups ont œuvré à innover en matière de surveillance, en proposant des méthodes avancées telles que les caméras à 360 degrés. Selon le même responsable, cette année, une décision «proactive» et «prudente» a été prise, en avançant d'un mois la date de lancement de la campagne nationale de lutte contre les incendies de forêts et des récoltes agricoles, qui débutera le 1er mai au lieu du 1er juin, et s'étalera jusqu'au 31 octobre prochain.

R. N.

TRANSPORT MARITIME

Plusieurs avantages prévus pour motiver les opérateurs

Le gouvernement prévoit plusieurs avantages et facilitations en faveur des opérateurs souhaitant investir dans le domaine des transports maritimes, a affirmé hier à Alger, un responsable au ministère des Transports.

S'exprimant lors de la 1ère édition du Forum maritime d'Alger, organisée par Global Trade Support, le sous-directeur chargé du transport maritime et activités auxiliaires au ministère, Kamel Si Kaddour, a indiqué que parmi ces principaux avantages prévus, l'octroi d'une concession de 10 ans renouvelable et l'accompagnement de ces opérateurs auprès des institutions financières pour leur faciliter l'accès au crédit.

«Il y a une certaine réticence de la part des banques et institutions financières par rapport à ce type de

d'investissement et notre rôle c'est de les convaincre de son intérêt pour le développement économique et commercial du pays», a-t-il fait valoir.

Le responsable a affirmé, dans ce sens, la tenue de plusieurs réunions entre le ministère des Transports et celui des Finances dans l'objectif de permettre à ses opérateurs de contracter des crédits. Parmi les facilitations accordées, M. Si Kaddour a également cité l'allègement des conditions relatives à l'état des navires.

«Plusieurs opérateurs ont exprimé leur souci concernant l'investissement relatif à l'acquisition d'un navire neuf vu son prix très coûteux», a-t-il fait savoir, en expliquant que le cadre juridique en vigueur relatif à la concession d'exploitation des services de transport de passagers

et de marchandise, exige que le navire à exploiter doit avoir moins de 15 ans d'âge.

«En réponse à leur préoccupation, un arrêté interministériel fixant les conditions et les modalités de dédouanement des navires à état usagers (de plus de 15 ans) pour l'exploitation a été promulgué après concertation entre le ministère des transports et celui des finances», a-t-il indiqué.

En vertu de cet arrêté, «des dérogations d'âge peuvent être accordées par les services chargés de la marine marchande lorsque l'état du navire est jugé satisfaisant suite à une inspection technique effectuée par un organisme habilité désigné par le ministère», a-t-il encore détaillé.

Il a précisé qu'il existe une concession pour assurer les deux services

(le transport de passagers et de marchandises) et une autre pour un seul type d'activité. La durée de la concession est de 10 ans renouvelables.

Pour sa part, Abdelkrim Rezal, expert et ancien directeur au ministère, a mis en avant l'importance de la flotte maritime nationale soulignant la nécessité de moderniser davantage les onze ports existants pour les mettre au diapason des mutations enregistrées au niveau du commerce national et international.

«L'Algérie est en phase de reconstituer le transport maritime dans son intégralité dans le cadre de sa nouvelle stratégie orientée vers la diversification de l'économie nationale et la promotion des exportations hors hydrocarbures», a-t-il souligné, en rappelant que l'état a

mobilisé des investissements importants pour la modernisation de ses infrastructures portuaires en vue de les hisser aux standards internationaux.

M. Rezal a cité les terminaux de conteneurs d'Alger et d'Oran et celui de Djen Djen bientôt opérationnel avec une possibilité de son extension pour pouvoir accueillir des navires de grande taille. Il a considéré que ce renforcement des capacités nationales de transport à l'import et à l'export réduirait les coûts et les délais d'acheminement des marchandises de manière substantielle, tout en permettant à l'Algérie de se positionner en tant qu'acteur principal dans le développement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

APS

APPELS À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES

Quand TikTok devient la tribune des misogynes



Une récente diffusion en direct sur TikTok a soulevé une vague de colère et de condamnation suite aux propos haineux et tenus par un influenceur connu sous le pseudonyme de Zako. Avec une base de followers dépassant les 350 000, dont de nombreux adolescents, Zako a suscité l'indignation en proférant des appels explicites au meurtre et à la violence à l'égard des femmes.

misogynes
nombreux

C'est ce que rapporte un site d'information électronique. Zako présente comme célèbre pour son contenu

misogyne et ses discours obscurantistes envers les femmes algériennes, a franchi une nouvelle limite en tenant des propos dangereux et irresponsables lors de cette diffusion en direct. Ses déclarations, faites en présence de l'acteur Mohammed Reghis, ont choqué de nombreux spectateurs et ont rapidement déclenché une réaction virulente sur les réseaux sociaux. Le site affirme que l'acteur Mohammed Reghis, a réagi avec fermeté et indignation, et a publiquement condamné les propos tenus par Zako, soulignant leur caractère rétrograde et leur dangerosité pour la société. "Ces propos sont d'une autre époque et n'ont pas leur place dans notre société", a déclaré Reghis, exprimant son dégoût face à la rhétorique de haine véhiculée par Zako. Cette affaire met en lumière les défis posés par l'utilisation des réseaux sociaux comme plateformes d'influence et de diffusion de discours toxiques. Alors que TikTok devient de plus en plus populaire parmi les jeunes, il est impératif de mettre en place des mécanismes efficaces pour prévenir la propagation de contenus nuisibles et pour responsabiliser les créateurs de contenu qui franchissent les limites de l'éthique et du respect. Les réactions des utilisateurs de TikTok et des internautes en général ont été unanimes dans leur condamnation des propos de Zako. De nombreux commentaires expriment la déception et la colère face à ses déclarations, soulignant l'importance de promouvoir des valeurs de respect, d'égalité et de tolérance dans l'espace numérique. Alors que l'affaire continue de susciter l'indignation et le débat, elle rappelle la nécessité pour les plateformes de médias sociaux, les autorités réglementaires et la société dans son ensemble de rester vigilants et de prendre des mesures contre la propagation de discours de haine et de violences en ligne. Les acteurs de l'industrie des médias sociaux doivent redoubler d'efforts pour garantir que leurs plateformes demeurent des espaces sûrs et inclusifs pour tous leurs utilisateurs. Depuis 2019, au moins 283 femmes ont été tuées en Algérie, la plupart par des membres de leur propre famille, comme leur mari, leur père ou leur frère. Ces chiffres alarmants révèlent l'ampleur du problème des féminicides dans le pays d'où l'urgence d'adopter des politiques et des mesures concrètes pour protéger les femmes de la vio-



lence domestique et de la discrimination basée sur le genre. Les propos incendiaires tenus sur les réseaux sociaux ne font que renforcer la nécessité d'une action immédiate. En plus de représenter une menace directe pour la sécurité des femmes, ils contribuent à perpétuer une culture de la violence et de l'impunité. Il est impératif que les autorités prennent des mesures efficaces pour sanctionner les auteurs de discours haineux et pour dissuader de tels actes à l'avenir. Cette situation met en lumière l'importance de sensibiliser le public et de promouvoir une culture de respect et d'égalité entre les sexes. Il est crucial de mettre en place des programmes éducatifs et de sensibilisation pour lutter contre les stéréotypes de genre et pour encourager le respect des droits des femmes. En fin de compte, la lutte contre les violences faites aux femmes en Algérie nécessite une action collective et déterminée de la part de la société dans son ensemble, des autorités gouvernementales et des organisations de la société civile. Il est temps d'agir pour mettre fin à cette violence inacceptable et pour garantir la sécurité et la dignité de toutes les femmes en Algérie.

Une réponse vigoureuse contre les propos haineux

Le collectif Féminicide Algérie, une organisation engagée dans la lutte contre les violences faites aux femmes, a réagi avec une force et une détermination sans équivoque aux propos tenus sur la plateforme TikTok. Face à la rhétorique de haine et

de violence proférée par l'influenceur, le collectif a exprimé sa révolte et sa ferme condamnation. Dans une déclaration sans équivoque, le collectif Féminicide Algérie a déclaré : "Nous, femmes algériennes, sommes révoltées et condamnons fermement ce discours incitant à la violence et au meurtre contre les femmes". Cette réaction témoigne de la gravité des propos tenus et de leur impact sur la société algérienne, en particulier sur la sécurité et le bien-être des femmes. Les membres de Féminicide Algérie ont souligné la menace que représentent de tels discours pour la sécurité de toutes les femmes et pour la société dans son ensemble. Ils ont également appelé les autorités algériennes à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la diffusion de contenus haineux et dangereux, les qualifiant de violation flagrante de la loi. "Il est impératif que les auteurs et les propagateurs de tels propos haineux et de contenus dangereux soient tenus responsables de leurs actes", a déclaré le collectif. Cette exigence de responsabilité souligne l'importance de prendre des mesures concrètes pour faire face à la propagation de discours toxiques et pour protéger les droits et la sécurité des femmes en Algérie. Féminicide Algérie a appelé à une action urgente de la part des autorités pour garantir que de tels incidents ne se reproduisent pas à l'avenir. Ils ont également exhorté la société dans son ensemble à se mobiliser contre les violences faites aux femmes et à soutenir les efforts visant à

créer un environnement sûr et respectueux pour tous. Cette réaction forte et unie du collectif Féminicide Algérie souligne l'importance de rester vigilant et de prendre des mesures décisives pour lutter contre les discours de haine et les violences faites aux femmes. En appelant à une action immédiate et à une responsabilité claire, Féminicide Algérie rappelle à tous que la lutte contre les violences basées sur le genre est une priorité absolue pour la société algérienne. En réponse à ces événements, le collectif Féminicide Algérie a appelé à une enquête approfondie et à des sanctions contre les responsables. Ils ont également souligné la nécessité d'adopter des politiques et des mesures concrètes pour lutter contre les féminicides et pour protéger les femmes de la violence domestique.

Violences à l'égard des femmes, un obstacle au développement

Les violences faites aux femmes en Algérie ne sont pas seulement une violation des droits humains fondamentaux, mais elles constituent également un obstacle majeur au développement économique et social du pays. En privant les femmes de leurs libertés et de leurs opportunités, nous privons l'ensemble de la société de son plein potentiel. Les violences prennent de nombreuses formes, allant des violences physiques et sexuelles aux violences économiques et psychologiques. Qu'il s'agisse de harcèlement au travail, de violences domes-

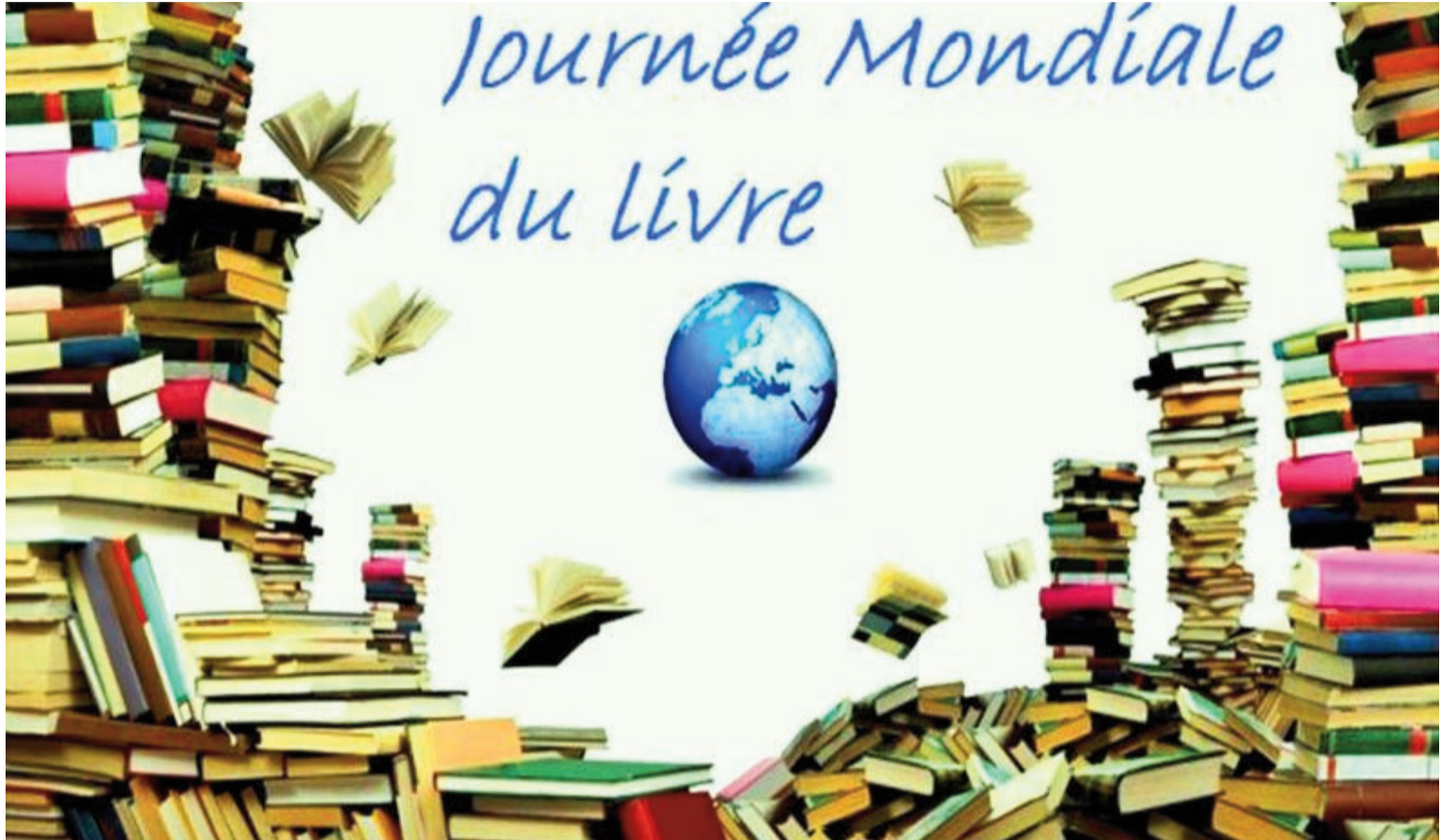
tiques ou de discrimination systémique, ces pratiques entraînent la pleine participation des femmes à la vie sociale, politique et économique de l'Algérie. En effet, de nombreuses études ont montré que l'autonomisation des femmes est étroitement liée à la prospérité économique d'un pays. Lorsque les femmes ont accès à l'éducation et à des opportunités économiques équitables, elles contribuent à la création d'emplois, à l'innovation et à la diversification des économies. Par ailleurs, les violences faites aux femmes ont des répercussions néfastes sur la santé mentale et physique des individus, ainsi que sur le bien-être familial et communautaire. Elles créent un climat de peur et d'insécurité qui affecte non seulement les victimes directes, mais aussi leurs familles et leurs communautés dans leur ensemble. Pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes, il est essentiel de mettre en œuvre des politiques et des programmes qui abordent les causes profondes de ces violences. Cela implique de renforcer les lois et les mécanismes de protection des droits des femmes, de sensibiliser la population à l'importance de l'égalité des sexes et de promouvoir l'autonomisation économique et politique des femmes. En fin de compte, la lutte contre ce phénomène n'est pas seulement une question de justice sociale, mais aussi une nécessité pour garantir un développement durable et inclusif.

JOURNÉE MONDIALE DU LIVRE

Une ode à la littérature et à l'écriture

Chaque année, le 23 avril, le monde entier célèbre la Journée mondiale du Livre. Cet événement, initié par l'UNESCO, est une ode à la littérature, à la lecture et à la culture écrite dans toutes ses formes. Cette journée est une occasion spéciale pour rendre hommage aux livres en tant que véhicules de connaissances, de rêves et de perspectives.

Le choix du 23 avril pour la Journée Mondiale du Livre n'est pas anodin. En effet, cette date est chargée de symbolisme littéraire : elle marque la disparition de grands écrivains tels que William Shakespeare, Miguel de Cervantès et Garcilaso de la Vega. La coïncidence de ces décès le même jour en 1616 a donné à cette date une signification particulière pour les amoureux de la littérature à travers le monde. La Journée Mondiale du Livre est célébrée dans plus de 100 pays, avec des événements variés tels que des lectures publiques, des foires du livre, des concours littéraires, des expositions et bien plus encore. Ces manifestations soulignent l'importance des livres dans notre société et encouragent la lecture à tous les niveaux, des enfants aux adultes. La lecture joue un rôle crucial dans le développement individuel et collectif. Elle élargit nos horizons, stimule notre imagination et nous permet de comprendre le monde qui nous entoure. Les livres sont des portes ouvertes vers d'autres cultures, d'autres époques et d'autres points de vue, favorisant ainsi la tolérance, l'empathie et la compréhension mutuelle. La diversité des livres est une richesse inestimable. Des romans aux essais, des poèmes aux bandes dessinées, des livres d'histoire aux œuvres de science-fiction, chaque genre et chaque style ont leur propre charme et leur propre importance. La Journée Mondiale du Livre célèbre cette diversité et encourage la découverte de nou-



veaux auteurs et de nouveaux genres littéraires. Les livres ont le pouvoir de transformer des vies. Ils peuvent inspirer, éduquer, divertir et même guérir. À travers les pages d'un livre, nous pouvons voyager dans le temps et l'espace, rencontrer des personnages

inoubliables et vivre des aventures extraordinaires. Pour beaucoup, la lecture est bien plus qu'un passe-temps : c'est une passion, une source de réconfort et une boussole dans la vie. Cette Journée est une pour prendre le temps de célébrer la magie des livres et de re-

découvrir le plaisir de la lecture. Que ce soit en dévorant un roman captivant, en explorant un nouvel univers littéraire ou plonger dans le monde merveilleux des livres. Ensemble, rendons hommage aux écrivains, aux éditeurs, aux libraires et à tous ceux qui œuvrent

pour faire vivre la culture écrite. Ensemble, célébrons la Journée Mondiale du Livre et continuons à partager la magie des mots avec le monde entier. En cette ère numérique le livre est resté une fenêtre par laquelle on s'évade.

R.C

« THE CROWN » À LA NÉERLANDAISE La reine Maxima star d'une série télévisée

Après "The Crown", voici "Maxima" : dans la foulée de la célèbre série relatant le règne de la reine Elizabeth II, c'est au tour d'une autre tête couronnée, l'épouse du roi Willem-Alexander des Pays-Bas, d'être à l'affiche d'un biopic. Le premier épisode de la série, simplement nommée "Maxima" et dont une deuxième saison est déjà sur les rails, sera diffusé à partir de samedi sur la plateforme de streaming Videoland. La saison initiale relate en six épisodes l'histoire de la vie de Maxima Zorreguieta, née en 1971 à Buenos Aires en Argentine, jusqu'à ses fiançailles avec le prince héritier des Pays-Bas, basée sur le best-seller de Marcia Luyten. Dans le trailer, on voit la jeune Maxima --interprétée par l'actrice également argentine Delfina Chaves-- danser frénétiquement lors d'une fête sous le regard enamouré de Willem-Alexander, joué par Martijn Lakemeier. "Dans la première saison, nous voyons comment une jeune fille argentine se transforme en une jeune femme confiante qui tombe follement amoureuse d'un prince néerlandais", a déclaré Peter van der Vorst, directeur du contenu chez RTL Nederland, propriétaire de la plateforme Videoland. La série a déjà été vendue dans plusieurs pays dont l'Allemagne et la Belgique et d'autres en Amérique latine.

Festival du film arabe de Hollywood « Goodbye Julia » primé

Le film *Goodbye Julia* du réalisateur Mohamed Kordofani, a gagné le Prix Golden Horizon de la troisième édition du Festival du film arabe de Hollywood (HAFF) en 2024, au cours de sa 3e édition qui s'est clôturée le dimanche 21 avril. Remportant le prix Un certain regard au Festival de Cannes 2023, et le prix du meilleur long métrage international aux Oscars, *Goodbye Julia* raconte l'histoire de deux femmes qui incarnent les relations complexes entre les communautés du nord et du sud du Soudan à la veille de la sécession du pays. Le prix du Meilleur court métrage a été attribué au film jordanien *We Zakarna We Inassna* (Nos mâles et nos femelles) du réalisateur Ahmad Alyaseer. Le film explore les complexités de l'identité sexuelle, du deuil et de la religion, il vient de s'assurer une place de choix dans la course aux Oscars de 2024. Le prix du meilleur film étudiant a été accordé à *Khota Ab* (Sur les traces d'un père), du réalisateur syrien Muhammad Ali, alors que le prix du vote du public est allé au film *Maksoum* (un rythme de musique orientale) de la réalisatrice égyptienne Kawthar Younis. Ce long métrage raconte la vie de trois brillantes chanteuses des années 1990 qui se retrouvent dans des chemins complètement différents. Le Festival du film arabe de Hollywood s'est tenu du 17 au 21 avril 2024, au Look Cinemas Glendale, en Californie. Le Hollywood Arab Film Festival est organisé chaque année en avril, déclaré aux Etats-Unis mois du patrimoine arabe. Il se donne pour objectif d'offrir aux cinéastes arabes l'opportunité de se rassembler et de présenter leurs œuvres cinématographiques. Le festival offre également au public occidental l'occasion de s'ouvrir aux cultures et sociétés arabes.

A LIRE ; "L'ART D'AVOIR TOUJOURS RAISON" D'ARTHUR SCHOPENHAUER Une œuvre emblématique

« L'Art d'avoir toujours raison » est une œuvre emblématique d'Arthur Schopenhauer, philosophe allemand du 19ème siècle. Publié pour la première fois en 1864, cet ouvrage propose une analyse astucieuse des stratégies rhétoriques et des techniques de manipulation souvent utilisées dans les débats et les discussions. À travers cette œuvre concise mais percutante, Schopenhauer dévoile les rouages de la dialectique et offre aux lecteurs un guide pratique pour défendre leurs arguments avec succès, même s'ils ne sont pas nécessairement fondés sur la vérité. Schopenhauer commence par ex-

poser sa vision de la dialectique, l'art du débat et de la discussion. Pour lui, l'objectif ultime de tout débat n'est pas nécessairement de découvrir la vérité, mais plutôt de convaincre son interlocuteur ou son auditoire. Ainsi, il décrit comment certaines tactiques rhétoriques peuvent être utilisées pour déstabiliser l'adversaire, semer le doute et remporter la victoire, même si l'argumentation repose sur des bases fragiles. Au cœur de l'ouvrage se trouvent les 38 stratagèmes, ou "Eristique", que Schopenhauer identifie comme des outils efficaces pour manipuler les débats en sa faveur. Parmi ces stratégies, on trouve

des techniques telles que l'argumentum ad hominem (attaque contre la personne plutôt que contre l'argument), la diversion, la réduction à l'absurde et bien d'autres encore. Chacun de ces stratagèmes est illustré par des exemples concrets, rendant l'ouvrage à la fois instructif et divertissant. Malgré la nature parfois cynique des conseils de Schopenhauer, "L'Art d'avoir toujours raison" ne vise pas à promouvoir la tromperie ou la malhonnêteté intellectuelle. Au contraire, l'auteur encourage ses lecteurs à développer un esprit critique aiguisé et à être conscients des tactiques rhétoriques souvent utilisées pour influen-

cer les opinions. En comprenant ces stratégies, les individus sont mieux armés pour résister à la manipulation et pour défendre leurs propres convictions de manière plus efficace. Bien que "L'Art d'avoir toujours raison" soit souvent considéré comme un ouvrage de philosophie mineur par rapport aux œuvres majeures de Schopenhauer, telles que "Le Monde comme Volonté et comme Représentation", il reste néanmoins l'un de ses textes les plus accessibles et les plus populaires. Son exploration des dynamiques du débat et de la persuasion continue d'être étudiée et discutée par les philosophes, les rhétoriciens

et les amateurs de logique à ce jour. «L'Art d'avoir toujours raison» d'Arthur Schopenhauer est bien plus qu'un simple manuel de manipulation. C'est une exploration fascinante de la nature humaine, de la logique et de la persuasion. En nous montrant les coulisses des débats et des discussions, Schopenhauer nous invite à réfléchir de manière critique sur les tactiques rhétoriques utilisées dans notre vie quotidienne. Que vous soyez un amateur de philosophie ou simplement un curieux de la condition humaine, cet ouvrage offre une lecture enrichissante et stimulante.

R.C

POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Algérie investit dans la culture de l'arganier

Dans le cadre d'un ambitieux programme national de développement de la filière d'argan, l'Algérie se tourne vers la production de plus de 200 000 plants d'arganiers. Cette initiative, annoncée par le Directeur général des forêts, à Mostaganem, vise à promouvoir la culture de l'arganier et à exploiter son potentiel économique et environnemental.

L'arganier, arbre emblématique des régions arides et semi-arides, est reconnu pour ses multiples bienfaits. De ses fruits, on extrait une huile précieuse aux vertus cosmétiques et médicinales, tandis que son bois est utilisé dans l'artisanat local. Cependant, malgré son importance, la culture de l'arganier est encore peu développée en Algérie. Le programme national de développement de la filière d'argan représente donc une étape cruciale dans la valorisation de cette ressource naturelle. En produisant plus de 200 000 plants d'arganiers, les autorités algériennes cherchent à encourager les agriculteurs à investir dans cette culture prometteuse. Cette initiative vise à augmenter la superficie dédiée à l'arganier dans le pays et à créer de nouvelles opportunités économiques pour les communautés locales. En plus de ses avantages économiques, la culture de l'arganier contribue également à la préservation de l'environnement. En effet, cet arbre est réputé pour sa capacité à résister à la sécheresse et à stabiliser les sols, ce qui en fait un allié précieux dans la lutte contre la désertification et l'érosion. En favorisant la plantation d'arganiers, l'Algérie s'engage ainsi dans une démarche de développement durable et de protection de ses écosystèmes fragiles. Cette annonce témoigne de la volonté des pouvoirs publics de diversifier son économie et de promouvoir le développement durable. En investissant dans la culture de l'arganier, l'Algérie s'ouvre de nouvelles perspectives dans le secteur agricole et renforce son engagement en faveur de la préservation de son patrimoine naturel. Le Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a souligné l'importance de Mostaganem dans le cadre du programme national de développement de la filière d'argan. Il a noté que la région a été choisie pour l'expérimentation de la plantation d'arganiers en raison de sa spécificité et de son expertise dans ce domaine. Grâce à son climat favorable et à ses sols propices, Mostaganem offre un environnement idéal pour la croissance de l'arganier. Les agricul-



teurs locaux ont depuis longtemps cultivé cette espèce d'arbre pour ses multiples bienfaits, tant sur le plan économique que sur le plan environnemental. L'expérience de Mostaganem dans la production d'arganiers est donc précieuse dans le cadre du programme

national de développement de la filière d'argan. En partageant son savoir-faire et son expertise, la région joue un rôle essentiel dans la promotion de cette culture et dans la réalisation des objectifs du programme. Avec l'expansion de la plantation d'arganiers à

Mostaganem et dans d'autres régions du pays, l'Algérie ouvre de nouvelles perspectives dans le secteur agricole et renforce son positionnement en tant qu'acteur clé dans la promotion du développement durable en Afrique du Nord. **R.E**

DANS UN CONTEXTE GÉOPOLITIQUE INSTABLE Aucune région du monde n'échappe à la hausse des dépenses militaires

Elles ont progressé de 6,8 % en 2023, soit la plus forte augmentation depuis 2009, selon un rapport, dans un contexte géopolitique et sécuritaire de plus en plus instable. Le sentiment d'une menace générale plane sur le monde, de plus en plus de pays ont des velléités bellicistes et la guerre traditionnelle, dite « de haute intensité », a réapparu sur le sol européen avec l'invasion russe en Ukraine. Quoi de plus logique, dès lors, que les dépenses militaires mondiales ne cessent d'augmenter ? En 2023, elles ont atteint 2 443 milliards de dollars (2 109 milliards d'euros), soit + 6,8 % en termes réels par rapport à 2022, affirme l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri) dans son rapport annuel, publié lundi

22 avril. L'institut de référence, qui agrège armements, dépenses d'administration, salaires, avantages sociaux et recherche et développement, souligne que c'est « la plus forte augmentation d'une année sur l'autre depuis 2009 » et « le plus haut niveau atteint par les budgets militaires dans le monde ». Les cinq continents sont concernés. A eux seuls, les trente et un pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pèsent 55 % des dépenses ; les dix plus gros dépensiers – Etats-Unis et Chine en tête – y ont consacré 1 799 milliards de dollars, 105 milliards de dollars de plus qu'en 2022. Enormes en valeur absolue, ces chiffres doivent être relativisés : l'effort ne pèse que 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, soit

« 306 dollars par être humain ». Il reste que « les Etats donnent la priorité à la force militaire, ce qui risque d'alimenter la spirale "action-réaction" dans un contexte géopolitique et sécuritaire de plus en plus instable », prévient Nan Tian, chercheur principal du programme dépenses militaires et production d'armement du Sipri. Dans ce contexte, la puissance et la supériorité du complexe militaro-industriel américain ne se dément pas. Washington a englouti 916 milliards de dollars (+ 2,3 %), soit 68 % des dépenses de l'OTAN. Un effort très supérieur à celui de ses partenaires. Il nourrit l'acrimonie de Donald Trump contre des pays européens jugés mauvais payeurs et ses menaces de ne plus se porter à leur secours.

PÉTROLE, GNL...

Les USA épicer du marché énergétique mondial

Les États-Unis, qui produisent actuellement plus de pétrole que n'importe quel autre pays au cours de l'Histoire, sont devenus le nouvel épicer du marché énergétique mondial, souligne Christopher Dembik, Senior Investment Advisor chez Pictet AM. Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine il y a deux ans, le secteur de l'énergie (pétrole, etc...) a connu de profondes mutations. Les défis environnementaux se sont accentués. La technologie a apporté d'importants gains de productivité. Surtout, les al-

liances politiques d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui. Une nouvelle géopolitique de l'énergie se dessine, centrée autour des États-Unis, nouvel épicer du marché énergétique mondial. C'est un exploit. Les États-Unis ont réussi le pari de l'indépendance énergétique et produisent plus de pétrole que n'importe quel autre pays au cours de l'Histoire. En 2023, la production de pétrole par les États-Unis a représenté 12,9 millions de barils par jour, soit la production combinée de l'Arabie Saoudite et de la Russie. Comment

l'expliquer ? Les Américains ont misé sur l'innovation et les subventions publiques pour accroître rapidement la production. C'est d'ailleurs un facteur qui explique aujourd'hui la surperformance de l'économie américaine par rapport au reste du monde. L'innovation dans le secteur énergétique a pour spécificité d'être convertie rapidement en gains de productivité. D'où le fait que la productivité des États-Unis soit de l'ordre de 3-4% en rythme trimestriel... alors qu'elle est négative en zone euro.

Egypte

Le groupe saoudien Ajlan entend investir 1,5 milliard de dollars à Ras Gamila

L'offre saoudienne comprend, dans sa première phase, la création de dix hôtels de 4 à 5 étoiles renfermant 3000 chambres. Le ministère égyptien du Secteur des Affaires Publiques a pour sa part confirmé qu'il lancera un appel d'offre mondial pour optimiser l'exploitation de cette région. Le groupe saoudien Ajlan & Brothers Holding souhaite investir dans des projets touristiques en Egypte. Le groupe a fait part de sa volonté d'établir un complexe touristique dans la région de Ras Gamila près de Charm Al-Cheikh sur la mer Rouge en Egypte, affirme Al-Sharq Bloomberg 21 avril citant des sources anonymes. Le montant de l'investissement est de 1,5 milliard de dollars. Selon Al-Sharq Bloomberg, le groupe saoudien a soumis une proposition officielle au Conseil des ministres égyptien, exprimant son souhait de s'attribuer des terrains dans la région de Ras Gamila pour y implanter un projet touristique. L'offre comprend, dans sa première phase, la création de dix hôtels de 4 à 5 étoiles renfermant 3000 chambres. La source qui a parlé à Al-Sharq a déclaré que l'offre saoudienne (1,5 milliard de dollars) concerne uniquement les hôtels et n'inclut pas le prix du terrain. L'accord actuellement en négociation ne sera pas rendu public car il est lié à d'autres projets, également en négociation avec le gouvernement égyptien. Ce dernier annoncera l'ensemble des accords en même temps toujours selon la source. Al-Sharq affirme qu'Ajlan avait également soumis une offre pour acquérir certaines sociétés publiques dans le cadre du programme gouvernemental d'offres publiques (IPO).

EXTENSION DU PORT D'ANNABA ET RÉALISATION D'UN QUAI MINÉRALIER

Rakhroukh donne le coup d'envoi officiel des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rakhroukh, a donné, mardi, le coup d'envoi officiel des travaux d'extension du port d'Annaba et de réalisation d'un quai minéralier, inscrits dans le cadre du projet national de phosphate intégré.

Le ministre a particulièrement insisté, à cette occasion, sur la nécessité de respecter les délais contractuels de réalisation de ce projet qui concerne les wilayas de Tébessa, de Souk Ahras, de Skikda et d'Annaba, ainsi que les normes de qualité, rappelant, au passage, le caractère stratégique du projet de phosphate intégré qui fait l'objet, a-t-il précisé, d'un suivi particulier de la part du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Après avoir écouté un exposé sur les aspects techniques du projet d'extension du port d'Annaba, avec réalisation d'un quai minéralier, ainsi que sur les mesures arrêtées pour accompagner sa concrétisation, M. Rakhroukh a souligné "l'importance du suivi de l'avancement des travaux selon un planning précis que les entreprises en charge de la réalisation se doivent de respecter", rappelant que le projet a été confié à un consortium d'entreprises dotées de références dans le domaine des travaux portuaires. Le ministre a indiqué, dans le même contexte, que les projets d'extension du port d'Annaba et de réalisation d'un quai minéralier, dans un délai contractuel de 24 mois, nécessiteront l'exploitation de 20 millions de tonnes d'agrégats de carrières, ce qui consti-



tue, a-t-il dit, "un défi qui doit être relevé par un engagement sans faille des différents acteurs impliqués dans le projet". M. Rakhroukh s'est également enquis des mesures prises au niveau local pour accompagner la réalisation de ce projet qui donnera lieu à la réalisation d'un quai minéralier d'une longueur de 1.600 mètres et une profondeur de 16 mètres, sur une superficie de 82 hectares qui serviront à l'implantation d'unités industrielles pour le traitement et l'exportation de phosphates et de matières phosphatées. Toujours dans le cadre du projet de phosphate intégré, le ministre a inspecté

dans la zone d'Es Sarouel (commune d'El Bouni), le projet de réalisation de la ligne minière de chemin de fer dans son segment reliant Annaba à Bouche-gouf (Guelma) sur un linéaire de 54 km. M. Rakhroukh a souligné, in situ, après avoir écouté un exposé sur les projets de lignes de chemin de fer destinées au transport de marchandises et de passagers traversant la wilaya d'Annaba, "la nécessité de mobiliser les entreprises de réalisation pour accélérer le rythme des travaux". Il a notamment rappelé, à cet égard, que le projet de la ligne ferroviaire minière s'inscrit dans le cadre du projet

intégré d'exploitation, de transformation et d'exportation du phosphate et qu' "aucun retard par rapport aux délais contractuels de livraison, fixés à la fin de l'année 2026, ne saurait être accepté". Le ministre des Travaux Publics a aussi inspecté, dans cette même zone d'Es Sarouel, le projet de réalisation d'un tronçon de chemin de fer, pour le transport de voyageurs, entre Annaba et Oued Ziad, sur une distance de 13 km, avant de se rendre dans la commune d'El Hadjar où il a donné le coup d'envoi des travaux de doublement de la route nationale n 21 entre El Hadjar et les limites ad-

ministratives de la wilaya de Guelma, sur une distance de 18 km. M. Rakhroukh a souligné, pour l'occasion, l'importance de ce projet qui devra être livré au bout d'un délai de 16 mois, pour la circulation automobile sur ce tronçon de route, emprunté quotidiennement par plus de 35.000 véhicules, et qui constitue un "point noir" en matière d'accidents de la circulation. Le ministre s'est ensuite rendu à l'aéroport international Rabah-Bitat d'Annaba où il a inspecté les travaux d'extension du parking-avions de la nouvelle aérogare, et qui devrait être réceptionné en juin prochain.

TIPASA

1,04 milliard DA alloués pour la réhabilitation urbaine

Plus de 11 mois après les inondations, survenues le 25 mai 2023, qui ont durement touché la partie est de la wilaya de Tipasa, la commune de Fouka est en passe d'effacer les dégâts importants occasionnés par ces intempéries, dont le volume des précipitations enregistrées en une journée équivalait à sept mois de pluies. Une enveloppe financière de près de 1,04 milliard de dinars a été mobilisée par les pouvoirs

publics pour venir définitivement à bout des ultimes séquelles des intempéries du 25 mai de l'année dernière. En ce sens, 991.439.276,00 DA ont été alloués pour la réalisation, dans un délai ne dépassant pas les six mois, de travaux d'aménagement dans les quartiers du centre-ville, Haï Ben Heni, Haï Houari Boumediène, Haï Sidi Abdelkader, Oued Berboucha, Les Virages, le quartier du front de mer et le CW 110. Les travaux engagés dans ces différents sites consistent en la réalisation d'un

réseau d'assainissement de 9.000 mètres linéaires (ml), tous diamètres confondus, la pose d'une conduite AEP de 250 ml, le bitumage de routes, la réalisation d'un mur de soutènement en pierre d'un volume total de 18.280 m3 ainsi qu'un réseau d'éclairage public comprenant 490 poteaux. Aussi, le programme intègre des travaux de réalisation de trottoirs d'une superficie globale de 26.000 m2. Outre ce programme, un deuxième, inscrit dans le cadre d'amélioration urbaine, est des-

tiné pour le quartier Barbara afin de réaliser, dans un délai de six mois, des trottoirs sur une superficie de 400 m2, le bitumage d'une voie sur un kilomètre, un réseau d'assainissement de 680 ml ainsi qu'un réseau d'éclairage public. Le montant de ces actions est de 30.990.989,00 DA. À noter que les actions d'amélioration urbaine entreprises dans la commune de Fouka entrent dans le cadre de deux programmes injectés pour la wilaya de Tipasa avec un montant global de 4 milliards de di-

nars. Le premier doté d'une enveloppe financière de l'ordre de 2,41 milliards de dinars est destiné pour plusieurs quartiers affectés par les dernières inondations de 2023, à savoir Attatba, Bouharoun, Bou-Ismaïl, Chaïba, Douaouda, Khemisti, Koléa et Fouka, et le deuxième programme consistant en la réhabilitation de vieux quartiers se trouvant dans cinq communes, à savoir Hadjout, Koléa, Gouraya, Cherchell et Tipasa.

BOUIRA

Des autorisations pour la mise en exploitation de trois projets

Des autorisations exceptionnelles ont été remises à trois investisseurs pour qu'ils puissent mettre en exploitation leurs projets réalisés à Bouira, Sour El Ghozlane ainsi qu'à El Asnam, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. C'est au cours d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya que le wali Abdelkrim Laâmoury a remis les autorisations exceptionnelles aux trois investisseurs voulant

mettre en production leurs projets dont une unité de fabrication et montage d'ascenseurs électriques implantée dans la zone d'activité d'El Asnam (Est de Bouira). Le deuxième projet concerne une station de services réalisée sur la route menant vers la ville de Haizer, à quelque 8 km de la ville de Bouira, le troisième concerne un grand abattoir mixte construit à Sour El Ghozlane (Sud de Bouira). Pour booster le secteur économique dans

cette wilaya du centre du pays, une zone industrielle de quelque 800 hectares est en cours d'aménagement pour une enveloppe financière de 2,5 milliards de dinars pour sa première partie (250 ha). La position de cette zone industrielle lui permet de devenir un carrefour entre le centre et l'est et entre le nord et le sud du pays, Bouira, étant située à seulement 100 km de la capitale, Alger, et attire de plus en plus d'investisseurs.

Centre de Formation des Troupes Spéciales à Biskra Visite guidée au profit des médias nationaux

Les représentants des médias ont été conviés, à une visite guidée du Centre de Formation des Troupes Spéciales (CFTS) Chahid Mohamed-Said Benchaïb de Biskra, relevant de la 4^e région militaire, dans le cadre du plan de communication de l'Armée nationale populaire (ANP). Dans une allocution de bienvenue, le commandant du centre, le colonel Saad Benkhara, a souligné que cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de communication 2023-2024 de l'ANP, "concrétise l'ouverture de l'institution militaire au public et son rapprochement du citoyen". Pour sa part, le commandant du secteur militaire opérationnel de Biskra, le colonel Rabah Lekchiri, a déclaré, après avoir présidé l'ouverture de cette manifestation au nom du commandant de la 4^e région militaire, que cette visite guidée est également destinée à présenter le corps des forces spéciales, leur niveau de formation et les méthodes de formation, les journalistes ont suivi des exercices tactiques exécutés par un peloton formé de membres des forces spéciales, liés au maniement des armes et au close-combat, ce qui a permis de mettre en évidence des capacités exceptionnelles au combat.

OBSERVATOIRE EURO-MÉDITERRANÉEN

Les conséquences des 200 jours de l'agression sioniste contre Ghaza sont «horribles»

L'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'homme a qualifié mardi d'« horribles » les conséquences de l'agression sioniste qui se poursuit dans la bande de Ghaza depuis 201 jours, confirmant avoir documenté « plus de 140 fosses communes, aléatoires ou temporaires » dans la bande.



exode sur les routes au cours du processus de déplacement forcé, toutes ces personnes continuent d'être victimes de disparitions forcées et sont soumises à de graves formes de torture jusqu'au meurtre. Selon le communiqué de l'Observatoire euro-méditerranéen, « plus de 140 fosses communes, aléatoires ou temporaires ont été documentées et, dans de nombreux cas, des enterrements de personnes exécutées sur le terrain par les forces d'occupation ont été enregistrés ».

La même source a souligné que « les fosses communes découvertes dans les hôpitaux, et notamment dans le complexe médical al-Shifa à Ghaza et le complexe médical Nasser à Khan Younés, soulèvent des soupçons sur le fait que l'armée sioniste a procédé à des exécutions extrajudiciaires contre des personnes arrêtées et détenues, avant de les enterrer ». L'Observatoire a rapporté que « des personnes ont été retrouvées menottées et d'autres qui semblaient recevoir des soins, et tout cela nécessite l'ouverture d'une enquête internationale sur ces crimes sans précédent ». Le service de défense civile de la bande de Ghaza a annoncé dans la journée du lundi que le nombre de corps découverts s'élève à 283, dans une fosse commune du complexe médical Nasser à Khan Younés. L'entité sioniste poursuit son agression barbare contre Ghaza depuis le 7 octobre 2023, malgré l'adoption d'une résolution d'un cessez-le-feu immédiat par le Conseil de sécurité de l'ONU et malgré sa comparution devant la Cour internationale de Justice pour des accusations de « génocide ».

L'Observatoire a déclaré qu'aux 200 jours de l'agression sioniste barbare contre Ghaza, environ 112 000 personnes sont tombées en martyrs et blessés, dont la plupart sont des femmes et des enfants, en plus de provoquer une famine et d'énormes destructions, selon des sources palestiniennes et onusiennes. L'Observatoire euro-méditerranéen a souligné que « les conséquences de l'attaque sioniste contre la bande de Ghaza qui se poursuit depuis 201 jours, sont horribles en termes d'ampleur et de ciblage direct et délibéré des civils palestiniens, avec l'échec honteux de la communauté internationale à obliger l'entité sioniste à se conformer au droit international humanitaire et aux ordonnances de la Cour inter-

nationale de Justice ». « La bande de Ghaza est devenue pratiquement invivable à cause des énormes destructions des maisons et des infrastructures réalisées par l'armée d'occupation sioniste, qui ont touché plus de 60 % des bâtiments de la bande de Ghaza », a ajouté l'organisation. La même source a expliqué que « l'entité sioniste a largué plus de 70 000 tonnes d'explosifs sur la bande de Ghaza, en plus des opérations de démolition au bulldozer et de destruction de tous les

bâtiments à une distance allant jusqu'à un kilomètre à l'est et au nord de la bande dans le but d'établir une zone tampon ». Le communiqué de l'Observatoire euro-méditerranéen a affirmé que l'entité sioniste a mené l'opération de déplacement forcé la plus vaste et la plus étendue de l'histoire moderne, en forçant deux millions de Palestiniens, sur des ordres d'évacuation militaire et sous le poids des bombardements et des massacres, à se déplacer et à

vivre dans des abris et des tentes, dont plus de la moitié sont concentrés dans la ville frontale de Rafah, qui est bombardée et menacée ». « L'entité sioniste a systématiquement travaillé à détruire le système de santé dans la bande de Ghaza », a affirmé l'organisation, et d'ajouter que « les forces d'occupation sioniste ont arrêté plus de 5 000 Palestiniens, dont des centaines de femmes, dans leurs maisons », dans des centres d'hébergement et durant leur

DETTE COLONIALE ENVERS HAÏTI

Un nouvel appel pour que la France rembourse le pays

Une coalition de vingt organisations non gouvernementales a appelé la France à payer des milliards de dollars à Haïti, pour rembourser sa dette coloniale, lors du Forum permanent des Nations Unies pour les personnes d'ascendance africaine (PPPAD) à Genève. Selon le collectif d'associations, cet appel vise à obtenir la restitution des sommes versées par Haïti pour sa reconnaissance d'indépendance en 1804. Les ONG plaident pour la mise en place d'une commission indépendante afin de superviser ce processus. En 1825, le Roi de France, Charles X imposait à Haïti, alors jeune nation indépendante, une indemnité

de 150 millions de "francs-or" pour compenser les pertes des colons français, une somme qui ne fut entièrement réglée qu'en 1947, alors qu'Haïti a continué de rembourser des intérêts à plusieurs banques américaines et françaises jusqu'en 1952. Cette dette, qualifiée de "rançon" par les activistes, est aujourd'hui l'objet de vives contestations quant à son montant actuel, ajusté aux intérêts accumulés. Selon différentes estimations, il s'agirait d'une somme entre 20 et 200 milliards d'euros. Selon les Haïtiens, cet argent devrait servir à financer des projets de développement sur l'île, aujourd'hui marquée par une insécurité grandissante et un besoin urgent de reconstruction. Au moins 2 500 personnes

ont été tuées, blessées ou enlevées en Haïti en raison de la violence des gangs depuis le début de l'année, a déclaré lundi le directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Le ministre français des Affaires étrangères n'a pas encore réagi à cet appel des ONG. Dans le passé, la France a reconnu certains des torts infligés, avec le chef d'État Nicolas Sarkozy reconnaissant en 2010 les séquelles laissées par la France et François Hollande évoquant en 2015 une "dette morale" envers Haïti. La situation actuelle, exige cependant des mesures concrètes et un engagement financier pour répondre aux attentes des descendants des premiers habitants libres de l'île.

EN CHINE ET EN EUROPE

La cheffe de la diplomatie argentine en tournée

La ministre argentine des Affaires étrangères, Diana Mondino, entame dimanche une tournée de 10 jours en Chine, et en Europe, cherchant à accroître les exportations et les investissements de la troisième économie d'Amérique latine, a annoncé le ministère. Accompagnée d'une « importante délégation d'entreprises de différents secteurs d'exportation de l'Argentine », Mme Mondino commencera sa

tournée en Chine du 28 au 30 avril, selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Les 2 et 3 mai, Mme Mondino assistera à la réunion du Conseil des ministres de l'OCDE à Paris, où devrait être annoncée la feuille de route pour l'adhésion de l'Argentine à l'organisation multilatérale. Elle rencontrera ensuite les 5 et 6 mai des responsables de l'UE à Bruxelles pour tenter de faire avancer les négociations bilatérales avec l'Union, ainsi que l'ac-

cord commercial avec le Mercosur (dont l'Argentine est un des pays membres avec le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie). Elle terminera cette tournée le 7 mai à Lisbonne. La Chine est le principal partenaire commercial de l'Argentine, après le Brésil, et 24, 4% de ses importations proviennent du géant asiatique, vers lequel il exporte 6,6% de sa production totale, selon les dernières données disponibles de l'institut officiel Indec.

Venezuela

Réouverture du bureau des droits de l'homme de l'ONU



Le président vénézuélien Nicolas Maduro a annoncé mardi soir la réouverture du bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), dont les activités avaient été suspendues en février.

M. Maduro a fait cette annonce en compagnie du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, qui s'est félicité du retour du HCDH dans le pays. « J'ai reçu la proposition d'inviter à nouveau le bureau du Haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, à se rendre dans notre pays. Je suis d'accord pour que nous surmontions les différences, le conflit que nous avons eu », a déclaré M. Maduro au palais présidentiel à Caracas. M. Khan, qui a ouvert mardi à Caracas un bureau de la CPI, a dit être « très reconnaissant » envers M. Maduro d'avoir « exprimé son engagement, à ma demande, de permettre au bureau du Haut-commissaire de l'ONU de revenir au Venezuela ». Le bureau du HCDH avait été fermé par le Venezuela, rappelle-t-on, après que le HCDH avait exprimé sa « profonde inquiétude » après le placement en détention de la « militante des droits de l'homme » Rocío San Miguel.

Managers... et si vous faisiez confiance à la confiance

C'est un paradoxe qui n'est pas toujours bien connu des managers et des dirigeants d'entreprises. En voulant bien faire, il arrive que l'on accentue le problème sur lequel on souhaitait agir. Tel est le cas des managers qui veulent lutter contre les comportements de passager clandestin, appelés en anglais free riding. Le terme de free riders désigne les personnes qui profitent du résultat d'un groupe auquel ils appartiennent sans vraiment contribuer à la production collective.

En se donnant comme priorité la lutte contre ces comportements, les encadrants pourraient paradoxalement accroître le phénomène. Nos travaux ont montré comment, dans certains cas, la recherche du bien commun peut être un bien meilleur rempart contre le free riding, tout en améliorant la prise en compte des vulnérabilités des personnes. Les passagers clandestins bénéficient des ressources communes de l'entreprise sans contribuer proportionnellement à leur production. Ils vont par exemple bénéficier des avantages procurés par un travail collectif (projet innovant, négociation sociale, élaboration d'un outil de communication) ou s'en voir attribuer les mérites, sans avoir suffisamment contribué à celui-ci. De façon plus générale, ils profitent des bienfaits de la coopération sans participer à celle-ci. Le free riding est particulièrement redouté dans les organisations de grande taille caractérisées par la séparation étanche des tâches entre les services ou les personnes. Possédant aussi une culture de la compétition, les grandes entreprises sont aussi celles dans lesquelles certains membres peuvent suspecter d'autres membres de se livrer à des activités fictives ou inutiles. Pour ces raisons, les managers jugent important de détecter les personnes qui ne jouent pas vraiment le jeu du groupe. Ils mobilisent alors du temps et des ressources, sans obtenir toujours des résultats probants. Les managers opérant au sein de ces organisations risquent de surestimer la fréquence des comportements de free riding. Considérant a priori que leurs collaborateurs sont centrés sur leurs propres intérêts, ils peuvent interpréter les comportements inattendus comme de l'opportunisme. Par exemple, ils verront le refus d'exercer certaines responsabilités comme un manque d'implication alors que ce refus peut être lié à des raisons personnelles ou éthiques.

À tous les coups, on perd

De même, considérant que leurs collaborateurs ne sont réceptifs qu'aux mesures de récompense et de sanction, ils vont démultiplier les normes de comparaison, les critères d'évaluation, les dispositifs de récompense et les processus de contrôle. Comme Brian Carney, directeur des pages « débat » du Wall Street Journal et Isaac Getz, professeur à l'ESCP et théoricien de l'entreprise libérée, l'avaient évoqué dans Liberté et Cie, ce « management pour les 3 pour cent », qui consiste à développer



des règles et des processus afin d'encadrer les abus commis par un nombre extrêmement restreint d'individus, risque de créer auprès de la quasi-totalité des employés un sentiment généralisé de défiance et de démotivation. Du vrai perdant-perdant, puisque non seulement l'objectif affiché n'est pas atteint, mais les mesures mises en place pour y arriver ont un effet négatif. Pourtant, il existe une autre manière de considérer ce problème, en s'inscrivant dans la perspective du bien commun. Cette approche s'enracine dans la philosophie aristotélico-thomiste et dans la pensée chrétienne. Elle offre une autre vision de l'être humain en accordant une importance particulière à la façon dont celui-ci a besoin de se sentir l'objet de confiance au sein d'une communauté qui privilégie les biens internes (en particulier les vertus) aux biens externes (profit, pouvoir et statut). Dans cette perspective, et sous certaines conditions, les managers peuvent exprimer une confiance inconditionnelle à leurs collaborateurs et être attentifs à leurs vulnérabilités. Nous montrons à l'aide de deux exemples comment cette posture aide à sortir de la crainte obsessionnelle des comportements de passager clandestin.

Confiance généralisée

Plutôt que d'être subordonnée à la certitude d'une réponse, la confiance inconditionnelle est donnée indépendamment de toute preuve de fiabilité du receveur. Ainsi, dans une boulangerie coréenne soucieuse d'aider les plus vulnérables sur leur territoire (notamment en fabriquant plus de pains que ce qui peut être vendu afin d'en donner à ceux dans

le besoin). les entrepreneurs et managers expriment leur confiance en donnant à leurs employés la possibilité de suivre en parallèle des formations complémentaires diplômantes dans les secteurs de la boulangerie et de la pâtisserie : La confiance exprimée par les managers vise moins à obtenir un résultat particulier dont ils pourraient se prévaloir qu'à créer une confiance généralisée dont d'autres personnes encore peuvent bénéficier : « Nous apprenons de la culture de l'amour et de la confiance. Nous apprenons à regarder les autres et la société différemment. Ensemble avec les collègues on regarde ce qu'on pourrait donner. La femme de l'un d'entre nous travaillait dans un centre pour enfants handicapés. Nous avons commencé à travailler avec elle. Maintenant nous sommes 30 collègues à travailler avec elle » (caissière). Cette solidarité, même au-delà des frontières de l'organisation, répond à la mission de l'organisation qui est tournée vers les besoins sociaux de la communauté locale. En tant que telle, elle n'est pas perçue par les managers comme un désengagement mais au contraire, comme le révèlent également nos travaux, comme une participation intense à la culture de la confiance et du don. Cet état d'esprit partagé contribue au bien supérieur poursuivi par ces entrepreneurs et managers, et par l'ensemble de leurs collaborateurs.

Prendre soin des plus vulnérables

Les comportements inattendus, plutôt que d'être considérés comme du free riding, peuvent être perçus comme l'expression d'une vulnérabilité

à prendre en compte. Ainsi, dans une entreprise de nettoyage paraguayenne dont l'objectif est d'embaucher des femmes non qualifiées vivant dans les bidonvilles afin notamment de leur apporter une protection sociale, les situations personnelles des agents d'entretien sont prises en compte afin de comprendre les comportements intempêtes de retrait ou d'absence. Un agent d'entretien devenu manager reconnaît qu'elle n'était pas fiable au début de sa carrière : « J'étais une personne avec de nombreux problèmes. Quand j'avais des problèmes, je ne venais pas et ils me demandaient pourquoi avec patience. J'ai fini par leur dire... vous savez... la violence... la violence contre les femmes... ils m'ont envoyé des personnes pour m'aider et grâce à eux, je m'en suis sortie » (manager). Les managers ont conscience que l'attention portée à la vulnérabilité personnelle ou professionnelle des employés peut être le meilleur moyen d'empêcher des comportements de retrait et d'absence qui pourraient être interprétés comme du free riding : « Si nous réalisons qu'une personne veut travailler, est intéressée par le travail, a du potentiel, mais a un problème pour une quelconque raison... nous essayons de trouver un moyen de l'aider afin qu'elle puisse régler son problème » (directeur des opérations). Non seulement cette perspective managériale fondée sur la solidarité, la confiance et le don promeut le droit à l'erreur. En outre, elle prône un usage des sanctions en dernier recours et à des fins pédagogiques : « Quand vous avez fait une erreur, les supérieurs ne vont pas s'énerver ; ils vous parleront en privé, expliqueront les conséquences et écouteront ce que vous

avez à dire » (agent d'entretien). Dans ces deux organisations solidaires comprenant près de 900 salariés, il est plutôt aisé de pratiquer la confiance comme une réponse à la vulnérabilité et d'enclencher une dynamique vertueuse favorable à l'engagement. Il se peut en effet que ces organisations attirent et recrutent des personnes particulièrement capables de se décentrer d'elles-mêmes et de s'engager dans l'activité. Il se peut également que le contexte culturel dans lequel ont été menées ces investigations favorise cette approche, dans la mesure où la culture de ces pays est marquée par le collectivisme. Dans les autres organisations, il serait dommageable de se précipiter sur une démultiplication des dispositifs de contrôle et de sanction comme uniques réponses possibles au risque de free riding. Nous défendons l'idée que même dans ces organisations de plus grande taille, et même dans un environnement particulièrement marqué par l'individualisme et la compétition, il est possible d'encourager une culture de la confiance et de la gratitude et un présupposé positif à l'égard des comportements inattendus. Il s'agit pour ces organisations de mettre en place des dispositifs de recrutement qui privilégient la motivation à la qualification. Il s'agit aussi pour les encadrants d'accepter de prendre le risque de la confiance et de témoigner d'une vulnérabilité contagieuse qui délie la parole autour des difficultés rencontrées, des pratiques de travail, des projets spontanés et des changements nécessaires.

Paru sur The Conversation, le 15 avril 2024

Match USMA/RS Berkane

La décision de la CAF attendue au plus tard aujourd'hui

La décision de la Confédération africaine de football (CAF) concernant le match USM Alger-RS Berkane, initialement prévu dimanche dernier à Alger pour le compte de la demi-finale aller de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), et non joué en raison du refus des joueurs du club marocain d'entrer sur le terrain, est attendue au plus tard aujourd'hui mercredi, a indiqué l'ancien arbitre international algérien Mohamed Zekrini.



Du point de vue réglementaire et en raison de l'approche du match retour entre l'USMA et le RS Berkane, prévu le 28 avril, la Confédération africaine de football (CAF) doit rendre sa décision finale sur le match qui n'a pas eu lieu en date et lieu fixés auparavant, et après la lecture des différents rapports qui lui seront remis par les officiels désignés pour le match", a indiqué à l'APS, Mohamed Zekrini, connu pour sa maîtrise du volet de l'arbitrage international. L'ancien arbitre international a expliqué que les quatre officiels désignés pour la rencontre sont tenus, comme il est d'usage de rédiger leurs rapports sur le terrain chacun, selon la tâche qui lui a attribuée. "L'arbitre principal est tenu tout d'abord d'envoyer ce qu'on appelle, un rapport flash qui est rempli sur place dans les vestiaires, où il doit signaler que le match n'a pas eu lieu suite au refus de l'équipe de Berkane de pénétrer sur le terrain pour jouer le

match. Ensuite, une fois à l'hôtel en Algérie, il rédigera son rapport détaillé avec tous les faits depuis la réunion technique qui précède le match, jusqu'à sa constatation du non déroulement de la rencontre, en mentionnant le refus de l'équipe de Berkane d'entrer sur le terrain et ses raisons", a détaillé Zekrini. Selon l'interlocuteur, il y aura aussi les rapports du commissaire du match, du coordinateur et de l'assesseur (l'évaluateur des arbitres). Et d'ajouter: "après la notification aux deux clubs de la décision de la CAF, l'équipe pénalisée aura le droit de faire appel de cette décision au niveau de la commission de recours de l'instance africaine et si celle-ci confirme la première décision, le club peut, alors, porter son recours au TAS (Tribunal sportif arbitral) de Lausanne dont la décision sera irrévocable et applicable". Interrogé sur le rôle de la FIFA dans cette affaire, l'ancien arbitre international algérien a expliqué que cette dernière peut être saisie par le TAS à Lausanne pour plus

d'informations et d'explications. A une question sur la possibilité de faire jouer le match sur un terrain neutre, Zekrini a souligné que "cette hypothèse n'a pas d'assise. Là aussi, la réglementation est claire, une décision pareille ne peut-être possible que s'il s'agit d'un match barrage, alors que pour la rencontre USMA-RS Berkane ce n'est pas le cas", a-t-il expliqué. "Cette affaire est très délicate et a dépassé le cadre sportif. La loi 4 du football relative à l'équipement des joueurs, est claire et dénote que l'équipement ne doit présenter aucun slogan, inscription ou image à caractère politique, religieux, personnel ou publicitaire autre que le logo du fabricant", a conclu Mohamed Zekrini. Il faut ajouter à cette loi, l'article 50 de la Charte olympique du Comité international olympique (CIO), dans son alinéa 2: "aucune sorte de démonstration ou de propagande politique, religieuse ou raciale n'est autorisée dans un lieu, site ou autre emplacement olympique".

Encore du changement à la JSK

Cheloul démissionne, El Hadi Ould Ali nouveau président

Encore un changement à la tête de la JS Kabylie. Achour Cheloul a démissionné de son poste de président du conseil d'administration club, et a été remplacé par l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali. La décision a été prise lors de l'Assemblée générale des actionnaires qui a eu lieu le mardi 23 avril 2024 au siège de l'opérateur téléphonique, ATM Mobilis (actionnaire majoritaire du club kabyle), à Alger. Ce changement intervient à la suite de la série de mauvais résultats sportifs (parcours décevant en championnat et élimination au 1^{er} tour de la Coupe d'Algérie) qu'a enregistré la JSK depuis le début de la saison. Une situation qui a provoqué la grogne des fans et le mécontentement des amoureux du club.

Lors de cette même AG, plusieurs actionnaires, à l'instar du Club sportif amateur (CSA), Yazid Yarichène, Rachid Azouaou, Ali Bouzit et Achour Cheloul, ont décidé de céder leurs actions à Mobilis, qui détient désormais 99% des actions de la SSPA/JSK.

Hakim Meddane nouveau directeur général. Outre le président El Hadi Ould Ali, le nouveau conseil d'administration (CA) de la JS Kabylie désigné par Mobilis sera composé de quatre autres membres: Redouane Bouayad, Samir Djabellah, Samir



Oukidi et Adel Boudja. Par ailleurs, ATM Mobilis a décidé de nommer Hakim Meddane (ancien joueur de la JSK et ex-manager général de l'équipe d'Algérie) en tant que directeur général du club. Celui-ci sera chargé de gérer le volet sportif.

Il nommera, dans les prochains jours, un nouveau manager général pour le club phare de la Kabylie. Et tout porte à croire

qu'il s'agira de Karim Doudane, un ancien joueur de la JSK qui fait l'unanimité chez les supporters et qui a déjà occupé ce poste à deux reprises. Ainsi donc, les supporters du club le plus titré en Algérie espèrent que cet énième changement à la tête de leur club fétiche apportera enfin la stabilité tant attendue et remettra la JSK sur les rails des titres nationaux et continentaux.

Coupe d'Algérie Le MCA renverse le CSC et file en finale



Le MC Alger s'est qualifié pour la finale de la coupe d'Algérie 2024 pour la dixième fois de son histoire après sa victoire mardi soir en demi-finale face au CS Constantine (2-1, après prolongations) au stade Miloud Hadeff d'Oran à huis clos.

Leader incontestable du championnat de Ligue 1 Mobilis, le Mouloudia se rapproche de plus en plus d'un doublé historique. Le CS Constantine était le premier à ouvrir le score à la 19^e minute par Madani avant que les hommes de Patrice Beaumelle n'égalisent dans le dernier quart d'heure grâce à Zougrana (77'). À cinq minutes de la fin des prolongations, Ayoub Abdellouai crucifie le CSC avec une deuxième réalisation, envoyant ainsi son équipe en finale de coupe.

Qualifié au Athlétisme Jeux olympiques à Paris L'élite algérienne se prépare pour les JO à l'étranger



Une vingtaine d'athlètes (messieurs et dames), représentant l'élite de l'athlétisme algérien, ont choisi de peaufiner leur préparation à l'étranger, particulièrement en Turquie, en prévision des importantes échéances internationales à venir, à leur tête les Jeux olympiques d'été qui auront lieu à Paris (France) du 26 juillet au 11 août prochains.

Le vice-champion du monde du 800 mètres Djamel Sedjati et ses coéquipiers Yacine Hethat, Amine Derabli et Fouad Hamada se trouvent depuis le 5 avril courant à Doha (Qatar), pour un stage bloqué qui s'étendra jusqu'au 30 avril, sous la direction du coach Amar Bénida.

De son côté, la lanceuse de marteau Zahra Tatar a jeté son dévolu sur l'Ile Maurice, où elle se trouve depuis le 7 avril courant, en compagnie de son entraîneur Hakim Toumi, pour un stage bloqué qui s'étalera jusqu'au 22 mai.

Le lanceur de disque Oussama Khenouci, lui, a choisi la Hongrie pour effectuer son stage, du 15 avril au 15 mai, alors que le triple sauteur Yasser Mohamed Tahar Triki a opté pour la ville turque d'Antalya, pour un stage programmé du 25 avril au 5 juin. L'athlète du CR Belouizdad sera encadré en Turquie par l'entraîneur Aït Amar.

Idem pour Zouina Bouzebra, l'autre lanceuse de marteau, qui a choisi elle aussi la ville d'Antalya pour effectuer son stage de préparation, tout comme le hurdler Amine Bouanani qui (110m/haies) et les demi-fondistes Slimane Moula, Zine El Abidine Lagoune et Amazigh Amroune.

Le stage de Bouzebra est prévu du 24 avril au 24 mai, sous la direction du coach Khaled Belmihoub, alors que celui de Bouanani débutera le 25 avril courant et se poursuivra jusqu'au 28 mai, au moment où celui des demi-fondistes a débuté le 16 avril courant, et s'étendra jusqu'au 15 mai prochain. Ils seront tous les trois sous la direction du coach Sid Ali Sabour.

Le groupe dirigé par l'entraîneur Réda Abdenouz, et qui se compose des demi-fondistes Mohamed Ali Gouaned, Ramzi Abdenouz et le jeune Haïthem Chenitof se trouve également à Antalya depuis le 15 avril courant, pour un stage bloqué qui s'étalera jusqu'au 15 mai prochain.

De son côté, le coach Saïd Ahmim a choisi Antalya pour apporter les derniers réglages à la préparation de ses athlètes, notamment, Hicham Bouchicha, Billel Tabti et El Hadi Lameuch. Leur stage a débuté le 1er avril courant et prendra fin le 21 mai prochain.

Enfin, le coureur Salim Keddar a jeté son dévolu sur la France pour un stage bloqué du 27 avril au 31 mai, alors que le hurdler (400m/haies) Abdelmalik Lahoulou a choisi le Portugal, pour un stage prévu du 4 mai au 3 juin 2024. Outre l'athlétisme, le sport algérien a déjà réussi à qualifier plusieurs autres athlètes, dans d'autres disciplines, comme le cyclisme, la gymnastique, la lutte, la boxe et l'aviron, en attendant peut-être d'autres spécialités, comme le judo.

C'est prouvé, la biodiversité des espaces verts améliore la santé mentale

Les espaces verts urbains ont de multiples bienfaits pour l'environnement et la santé des citoyens. Une étude du King's College London montre pour la première fois que la biodiversité de ces espaces a également un fort impact sur la santé mentale.

En ville, les espaces verts luttent contre les îlots de chaleur et sont des refuges pour la biodiversité. « Ces espaces sont ainsi essentiels pour l'adaptation du territoire au changement climatique, explique l'ADEME. Ils contribuent également à améliorer la santé et réduire le stress des habitants. » Une nouvelle étude du King's College de Londres, parue le 16 avril dernier dans Scientific Reports, va plus loin. Celle-ci se penche sur les effets bénéfiques qu'a la biodiversité des espaces verts sur la santé mentale des citoyens. L'étude se concentre sur le paramètre de la « diversité naturelle » et d'explorer son impact sur le bien-être mental auto-déclaré qui constitue un indicateur de la santé mentale de la population. Ryan Hammoud, auteur principal de l'étude et assistant de recherche à l'Institut de psychiatrie, de psychologie et de neurosciences (IoPPN) au sein du King's, précise que « ceci est la première étude examinant l'impact sur la santé mentale des rencontres quotidiennes avec différents niveaux de diversité naturelle dans des contextes réels ». Pour les chercheurs, comprendre comment différents éléments de la biodiversité influencent la santé mentale est primordial. En effet, selon l'ONU, « plus de 55% de la population mondiale vit dans des zones urbaines ». De plus, ce chiffre « devrait atteindre les 68% d'ici 2050 », explique l'organisation mondiale.

Observer la biodiversité partout autour de soi

Afin de mesurer la biodiversité, les



chercheurs ont choisi de se concentrer sur le « nombre de différentes caractéristiques naturelles perçues ». Plus précisément, près de 2.000 participants ont relevé la présence d'arbres, de plantes, d'oiseaux ou d'eau dans leur environnement proche. Pour cela ils ont utilisé l'application Urban Mind, développée entre autres par le King's College de Londres. Les participants ont alors pu évaluer la diversité de leur environnement trois fois par jour. Pour les scientifiques, cette méthode permet d'obtenir des mesures en temps réel et répétées. Ces dernières proviennent ainsi de ce que les participants éprouvent au cours du temps. « Cette approche nous permet d'examiner si une combinaison de différents éléments naturels, plutôt que la simple présence d'espaces verts ou la richesse réelle d'espèces, a un effet accru sur le bien-être mental. Cela

peut être particulièrement pertinent étant donné que la compréhension actuelle des impacts de la diversité naturelle sur le bien-être mental est limitée », précise l'étude.

La biodiversité pour améliorer la santé mentale

Selon les résultats, la diversité naturelle des espaces verts a bien un effet positif sur la santé mentale. En effet, les participants rapportaient un meilleur bien-être mental lorsqu'ils se trouvaient en présence de plantes, d'oiseaux ou d'eau. Les chercheurs rapportent également que la santé mentale moyenne des participants augmentait à chaque caractéristique naturelle supplémentaire. « Bien que se trouver dans des environnements naturels ait eu un impact positif significatif sur le bien-être mental indépendamment de la diversité naturelle,

la quantité de biodiversité représentait 23,4 % de la relation globale », expliquent les scientifiques du King's. L'expérience montre que ces effets bénéfiques sont immédiats, mais perdurent chez les participants pendant un temps limité. Les chercheurs du King's estiment ainsi qu'ils persistent jusqu'à huit heures après l'exposition à la biodiversité. « Notre étude étend la littérature existante en démontrant que la diversité naturelle affecte le bien-être mental momentané et continue de bénéficier aux individus pendant une période d'au maximum huit heures, tout en tenant compte des caractéristiques individuelles », précisent-ils.

Pour des espaces verts synonymes de biodiversité

Pour les chercheurs, ces résultats soulignent « l'importance de proté-

ger et de promouvoir la diversité naturelle dans nos villes ». Par conséquent, la biodiversité être prise en considération lors de la création d'espaces verts en milieu urbain. C'est un argument supplémentaire pour mettre fin au déclin de la biodiversité à l'échelle mondiale à cause du dérèglement climatique, selon Andrea Mechelli, également auteur principal et professeur d'Intervention Précoce en Santé Mentale à l'IoPPN. « Il est temps de reconnaître que la biodiversité apporte des bénéfices conjoints pour la santé planétaire et humaine et doit être considérée comme une infrastructure vitale au sein de nos villes », affirme le professeur. Ainsi, l'étude « met en évidence l'importance pour les urbanistes, les décideurs politiques et les professionnels de la santé mentale de concevoir, de maintenir et de promouvoir l'utilisation de différents espaces verts dans les zones urbaines », concluent les chercheurs. D'après les scientifiques du King's, les recherches précédentes se concentrent davantage sur la présence ou la proximité des espaces verts. Elles ont déjà montré certains bienfaits de la biodiversité des espaces verts sur la santé physique. « L'augmentation de la diversité naturelle a soutenu le bien-être humain en encourageant des comportements favorables à la santé tels que l'activité physique et l'interaction sociale. En protégeant contre les troubles inflammatoires chroniques tels que les allergies et l'asthme, en réduisant la pollution de l'air. Ainsi que par la fourniture de services écosystémiques tels que la régulation de la température dans les zones urbaines ou l'augmentation de la production alimentaire », partagent-ils.

MÉDITERRANÉE

Mobilisation de plus de 60 millions de dollars pour préserver l'intégrité écologique



Un montant de 60,8 millions de dollars a été mobilisé par des organisations philanthropiques internationales ainsi que d'autres donateurs privés et publics pour soutenir les efforts de conservation marine, dans la région méditerranéenne, au cours des cinq prochaines années. L'objectif étant de préserver l'intégrité écologique de la mer Méditerranée. Des organisations philanthropiques entendent contribuer à l'objectif ambitieux de protéger 30%

de la Méditerranée d'ici 2030, dont 10% sous forme de zones strictement protégées. « Réputée pour la richesse de sa biodiversité marine et son statut de hotspot » mondial pour les espèces endémiques, la région méditerranéenne est confrontée à des menaces croissantes liées au changement climatique, à la pollution et aux pratiques de pêche non durables. Malgré les efforts déployés par le passé, seulement 8,33% de la Méditerranée bénéficie actuellement d'une protection, les réglementations étant souvent aussi

faibles à l'intérieur des aires marines protégées (AMP) qu'à l'extérieur. En outre, à peine 0,23 % de la région est entièrement ou fortement protégée. « Reconnaissant l'urgence de la situation, les bailleurs de fonds ont souligné la nécessité de mettre en place une action décisive pour préserver les écosystèmes fragiles de la Méditerranée. Il s'agit notamment, de mettre un terme aux activités destructrices telles que le chalutage de fond et de renforcer la gestion des zones marines protégées existantes.

Selon une chercheuse Les mines, la faune et la flore peuvent cohabiter

La cohabitation entre le domaine minier, la faune et la flore est possible selon Nicole Fenton, titulaire de la chaire de recherche CRSNG-UQAT sur la biodiversité en contexte minier. Les recherches portent notamment sur la gestion des sites miniers existants et la planification de futurs projets pour mieux en réduire les impacts. Au cours des sept dernières années à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, une quinzaine d'étudiants au deuxième et troisième cycle et plus de 30 étudiants de premier cycle ont tenté de contribuer à réduire l'empreinte de l'industrie minière sur la biodiversité dans la région et en Jamésie. Nicole Fenton signale notamment des recommandations formulées sur les impacts des installations minières à l'extérieur des sites. À ma connaissance, on est les premières personnes à avoir regardé ça dans le domaine boréal au monde. On a pu documenter la distance que la poussière est transportée dans le paysage et quels sont les impacts de cette poussière et les métaux qu'elle apporte sur toutes sortes de communautés de plantes, de champignons et de bactéries dans le sol, spécifie la professeure à l'Institut de recherche sur les forêts. Le 5e colloque de la chaire industrielle CRSNG-UQAT sur la biodiversité en contexte minier se tiendra mercredi à Rouyn-Noranda.



HALTE		LA TERRE FERME		FEMMES FIDÈLES		CINÉASTE ITALIEN (DINO)		PRÊTS A FAIRE BONNE IMPRESSION
À LA MINE TRISTE		FORMÉS DE SEL		FAUTE SPORTIVE				
OISEAU À GROS BEC						C'EST DE L'ÉTAÏN		
PIEU						DÉCHAÎNER		
			BALANCE					
			FERAI DE LA PLACE					
ELLE CHASSE EN SAVANE							QUE RIEN NE VA ARRÊTER	
ZÉPHYR								
				ARROSE SA-RAGOSSE				
				DÉTOURNEMENT				
ESPACE À BOÎTES	IMPLACABLES							
	LE MÊME EN LATIN							
		COLORÉS						ILS ÉVOLUENT SUR LES PLANCHES
		ÉCOLE DE HAUT NIVEAU						
TRAFIC DES RUES					PRÉSENT POUR LE FUTUR			
INJUSTICE					LETTRE			
				DÉ-POUILLE UNE DUCHESSE				
UNITÉ DE VITESSE			IL AFFOLE DES PUCES					

	A	B	C	D	E	F	G	H
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								
8								
9								
10								
11								
12								

- HORIZONTALEMENT**
- Façonnages à la machine.
 - Qui se prononce pareil.
 - Air bien connu. À moi.
 - Écrasa ou freina. Do d'antan.
 - Débutante. Comblé.
 - État arabe.
 - Classe enfantine. C'est le paradis perdu.
 - Éprouvé avec émotion.
 - Elle a un mari.
 - Angoisse. Voile de bateau.
 - Pied du vignoble. Axe de Brest à Strasbourg.
 - Il blondit sous le soleil. Aux cheveux foncés.
- VERTICALEMENT**
- Sigle laitier. Défrisée.
 - Aliment liquide. Aïeul affectueux.
 - Mouillé comme une éponge. Il nous fait faire du mauvais sang.
 - Fête de famille. Cadence.
 - Douze mois. Qui manquent d'eau. Le plomb.
 - Son prof est en baskets. Aires de toréador.
 - Qui tire les larmes. Parasite de la tête.
 - Huma le bouquet. Il est isolé du continent.

■ ALERTE	■ CROSS	■ GNEISS	■ MUSTANG
■ ALLEMAND	■ CUIVRER	■ GRUE	■ PAELLA
■ ANCRE	■ DJINN	■ IDEEL	■ PELER
■ ANIMALIER	■ EPAGNEUL	■ IDIOTIE	■ PLUMIER
■ AVENU	■ EPICEA	■ IRIDIUM	■ RANI
■ CALEPIN	■ ESPOIR	■ LEPRE	■ RAPIERE
■ CAMPAGNOL	■ FORME	■ LEVEE	■ SEREIN
■ CLIENTELE	■ GANGA	■ MEGARDE	■ TIBIA
■ CROISEE	■ GELEE	■ MIRE	■ VIDEO

N I P E L A C L O N G A P M A C
 G N A T S U M R D N A M E L L A
 R A E C I P E A N I M A L I E R
 U N E V A B O N D E N I E R E S
 E T R E L A I I G C G N E I S S
 E E L E G J O A R A T I M D I O
 R L V N D T R E L E P U R I O R
 A E A V I D E O L A L E O U R C
 E G L E E D I E R P E L F M C E



Acide folique

Pourquoi en prendre avant la grossesse ?

Si vous avez un projet bébé, vous avez peut-être déjà entendu parler de l'acide folique. A quoi sert-il ? Peut-on tomber enceinte plus facilement en prenant de l'acide folique ? Pendant combien de temps en prendre ? Éléments de réponse.



Avant la conception d'un bébé, il est recommandé de prendre particulièrement soin de sa santé et de son alimentation afin que la grossesse se déroule dans les meilleures conditions possibles. Ainsi, un bon apport en vitamines est nécessaire, notamment le fameux acide folique.

L'acide folique : qu'est-ce que c'est ?

"L'acide folique ou Vitamine B9, est un vitamine hydrosoluble cruciale car à la base de la production des acides aminés qui vont constituer nos protéines, et notre matériel génétique (ADN)", explique Olivier Collignon, sage-femme.

Pourquoi en prendre avant même la conception du bébé ?

L'acide folique ou folate est donc une vitamine B, nécessaire à l'organisme pour la fabrication de nouvelles cel-

lules. Les professionnels de la santé le recommandent aux femmes qui ont un désir de grossesse, car cette vitamine participe à la bonne croissance du bébé in utero. Par ailleurs, l'acide folique diminue le risques d'anomalies cérébrales et au niveau de la colonne vertébrale du bébé en développement.

Quand prendre de l'acide folique ?

En effet, il est conseillé d'en prendre dès qu'il y a un désir d'enfant, donc avant même de tomber enceinte et de poursuivre les premières semaines, soit jusqu'à la fin du 1er trimestre de grossesse. Selon le professionnel de santé : "l'idée est que la femme enceinte et l'embryon ne doivent jamais être exposés à une carence en acide folique pendant la période d'embryogenèse. Dès les premières heures post-fécondation, lorsque l'ovocyte

démontre la multiplication cellulaire, l'embryon a besoin d'une grande quantité d'acide folique.

L'acide folique en prévention des anomalies du tube neural

Le tube neural est le système nerveux primitif des fœtus au stade embryonnaire. Il se présente d'abord sous forme de plaque, pour ensuite devenir un tube. L'extrémité de ce tube formera le cerveau, tandis que le conduit deviendra la moelle épinière du bébé. Au début, il est ouvert jusqu'à environ la 6e semaine de grossesse, puis il se ferme. Lorsque le tube neural ne se ferme pas correctement en début de grossesse, des anomalies surviennent. Or, ce canal embryonnaire a impérativement besoin de folate pour se développer. De nombreuses études ont démontré une augmentation du risque

de malformation du tube neural, à l'origine du cerveau et de la moelle épinière du bébé en cas de carence". En clair, cette anomalie du système nerveux fœtal pourrait donc être évitée grâce à un bon apport en vitamine B9. Les anomalies des malformations congénitales. Souvent, le défaut de fermeture a lieu au cours de la 4e semaine de développement de l'embryon. Ces malformations sont principalement causées par une carence en acide folique, en cas de diabète ou d'obésité chez la mère

Est-ce que l'acide folique aide à tomber enceinte ?

Outre l'intérêt pour la santé du bébé, l'acide folique pourrait aussi avoir une influence positive sur les chances de grossesse. Selon la sage-femme, "la supplémentation en acide folique ne

modifie pas la fertilité initiale, mais elle aide à améliorer le pronostic de la grossesse". Sachez que, en théorie, si vous est particulièrement attentive à votre alimentation, en consommant beaucoup de légumes crus, dont les légumes verts, mais aussi du foie et des rognons, des aliments particulièrement riches en acide folique, vous pourriez vous en passer. Mais attention : "l'acide folique a tendance à diminuer durant la cuisson. D'autre part, le surdosage en acide folique n'a aucune conséquence, c'est pour cela que l'on préfère prescrire la supplémentation de façon systématique à l'ensemble des patientes", prévient Olivier Collignon.

Comment prendre l'acide folique ?

En pratique, l'acide folique peut être trouvé dans différents compléments alimentaires, sans ordonnance. «Il faut le prendre dès le désir de grossesse, et au mieux jusqu'à la 18ème semaine d'aménorrhée (SA) de grossesse. Votre sage-femme pourra vous le prescrire lors de la consultation pré-conceptionnelle", rappelle Olivier Collignon. Il suffira ensuite de vous rendre ensuite en pharmacie. Et bonne nouvelle, sur présentation d'une ordonnance, l'acide folique est pris en charge à 100 % par la sécurité sociale. Le dosage recommandé est de 0.4 mg par jour. "Toutefois, pour certaines personnes à risque, comme les patientes ayant eu une chirurgie bariatrique, un apport en plus grande quantité sera nécessaire", souligne la sage-femme.

Huile de nigelle pour les cheveux Bienfaits, application et résultats

Que ce soit pour hydrater, nourrir ou lutter contre la chute de cheveux, l'huile de nigelle fait des miracles sur la chevelure. Quels sont ses bienfaits ? Comment l'appliquer ? Quelles sont les contre-indications ? On vous dit tout. Si on la surnomme "l'huile miracle", ce n'est pas pour rien ! Obtenue à partir de la pression à froid de la graine de cumin noir, l'huile de nigelle est prisée pour ses propriétés antioxydantes, hydratantes et anti-inflammatoires. Depuis des décennies, elle est utilisée dans les produits cosmétiques et notamment sur la crinière pour révéler toute sa beauté. Focus sur cette huile végétale qui fait le bonheur des beautystas.

L'huile de nigelle est un véritable allié capillaire, notamment grâce à sa composition. Celle-ci contient des vitamines (A, B, C, E), des protéines, des oligo-éléments (calcium, magnésium, fer, zinc) et des acides gras essentiels (oméga 6 et 9) qui agissent directement sur la beauté des cheveux. Cheveux crépus, bouclés ou lisses, elle est capable de sublimer toutes les chevelures ! Pour profiter pleinement de ses ver-



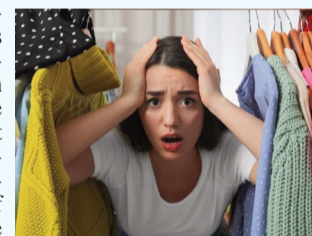
tus, il est important de la choisir vierge, naturelle et 100 % pure. C'est sous cette forme qu'elle donnera les meilleurs résultats. Les personnes sujettes à la perte de cheveux peuvent bénéficier des bienfaits de l'huile de nigelle. Elle va venir stimuler le cuir chevelu et le tonifier grâce à sa richesse en oméga-6. Résultat ? La chute de cheveux s'estompe petit à petit. Elle est d'ailleurs souvent recommandée pour lutter

contre la calvitie. On peut l'utiliser sous forme de masque capillaire une à deux fois par mois, seule ou avec de l'huile de ricin. L'huile de nigelle s'utilise de plusieurs façons. D'abord, en l'appliquant sur les pointes et les longueurs et en laissant poser une vingtaine de minutes avant de se laver les cheveux comme à l'accoutumée. Pour un effet plus nutritif, on peut laisser poser le bain d'huile toute la nuit sur la chevelure. Sinon, il est possible de masser l'huile de nigelle directement sur les racines, de façon localisée, pour la faire pénétrer plus rapidement. Vous pouvez également insérer quelques gouttes d'huile dans votre shampoing. À savoir : l'huile de nigelle est une huile fluide qui ne laisse pas de film gras. Il est donc tout à fait possible de l'appliquer en soin de jour au quotidien, sans avoir besoin de rincer. L'huile de nigelle fait de véritables miracles ! Généralement, les premiers résultats apparaissent au bout de plusieurs semaines. Mais il faut être régulier et l'utiliser quotidiennement. Après un mois d'application quotidienne, la chute de cheveux cesse, les fourches disparaissent et les cheveux blancs s'estompent.

Cette habitude que vous avez en rangeant vos vêtements Le signe d'un trouble de l'attention

Vous n'arrivez plus à vous frayer un chemin dans votre chambre en raison des tas de linge qui envahissent le sol ? Attention, ce signe peut être le reflet d'un trouble de l'attention. Comme chaque début de journée, vous cherchez partout votre seconde chaussette. Celle à imprimer, celle qui aurait dû attendre sagement son tour dans votre panier. Sauf qu'elle n'est pas là, tout comme votre pantalon préféré et votre foulard à pois.

Une coïncidence ? Pas vraiment. Notre façon de (dé) ranger les vêtements peut révéler certains aspects de notre personnalité. Lorsque le linge s'accumule au point de former des "montagnes" dans la chambre à coucher, on parle de "floordrobe". Autrement dit, de "garde-robe au sol". Or, cette habitude, si elle est fréquente - et souvent jugée anodine - peut être le reflet d'un trouble spécifique. Dans une vidéo diffusée sur son compte TikTok, Jeff Rice, coach, explique ainsi comment la façon dont l'on range ses vêtements peut être liée au trouble du déficit de l'attention. En effet, certaines personnes atteintes de TDAH peuvent présenter des difficultés à maintenir un "ordre" dans divers aspects de leur vie, y compris au niveau du rangement des vêtements. Un tee-shirt peut ainsi commencer à être plié, puis être abandonné sur une chaise. Idem, pour la pile à linge de la semaine passée. Résultat : les vêtements s'entassent. Néanmoins, le "floordrobe" seul ne peut être considéré comme un signe diagnostique de TDAH, car de nombreuses personnes sans ce trouble peuvent également avoir des habitudes similaires en matière de rangement. Autre piste explicative : le désordre ambiant de notre chambre, pourrait avoir un rapport avec notre "apparence" et notre "sentiment d'identité", relate le magazine Psychologies. Autrement dit, en laissant certains vêtements sur le sol, ce désordre pourrait être le reflet d'une version de nous-même qui n'existe plus ou qui n'a jamais existé.



LE MEDIATEUR MAGHREBIN
Quotidien National d'information
www.lemediateurmaghrebain.dz
Quotidien national d'information
édité par sarl dihia lilialam

Directeur de publication
Mesbah Hafid
Directeur Administratif
Chabane Nassim
Rédacteur en Chef
Keddouh Mohand Seghir
Directeur technique
Hamadi Lyes

Adresse Email:
lilialamsardihia@gmail.com
Adresse:
N°72 oued tarfa 1^{er}
étage lot N°20 draria Alger
Nombre de tirage :
2000

PUBLICITÉ
" Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité "
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger.
Téléphone: 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression Simpral
Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous les articles sauf accord de la rédaction.



Alger	22°	12°
Oran	22°	15°
Annaba	18°	12°

HORAIRES DE PRIÈRES À ALGER

Fajr	04:26
Sunrise	06:01
Dhuhr	12:46
Asr	16:31
Maghrib	19:35
Isha	21:01

GRILLE SPÉCIALE RAMADHAN

M. Laagab insiste sur l'impératif de tenir compte des valeurs de la société algérienne

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a insisté lors de sa rencontre avec les directeurs des chaînes de télévision publiques et privées, sur l'impératif de tenir compte des valeurs et des coutumes de la société algérienne dans la grille des programmes diffusés durant le mois de Ramadhan, tout en respectant les normes relatives aux plages horaires de diffusion des spots publicitaires.

Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère de la Communication, M. Laagab a mis l'accent sur l'impératif de respecter la sacralité du mois de ramadhan et les valeurs de la société algérienne lors de la diffusion des différents programmes, soulignant que l'intervention de la tutelle est motivée «par les nombreux dépassements constatés par le comité de vigilance chargé de suivre les programmes diffusés depuis le début du mois sacré de ramadhan». Parmi les points importants relevés dans ce sens, M. Laagab a précisé que «certains feuilletons comportaient des scènes injustifiées qui ne correspondent pas à l'esprit du mois sacré de ramadhan et aux coutumes de la société algérienne». «Ces scènes auraient pu être supprimées sans avoir un im-

pact sur le déroulement de la production dans son ensemble», a-t-il estimé.

«Il ne s'agit pas des sujets abordés par ces feuilletons, mais plutôt de la manière dont ils sont traités qui est dénuée de toute créativité», a expliqué le ministre, ajoutant que «la façon avec laquelle sont présentés ces feuilletons donnent l'impression parfois qu'ils encouragent les fléaux sociaux tels que la drogue au lieu de sensibiliser à leurs dangers».

M. Laagab a précisé, dans ce sens, que «certains producteurs ont modifié les scénarios qui ont obtenu une autorisation préalable du ministère de la Communication», ce qui est «complètement inacceptable», a-t-il dit, en imputant aux directeurs des chaînes de télévision «la pleine responsabilité» en ce qui concerne le contrôle du contenu des programmes avant leur diffusion.

Quant au volet relatif à la publicité, M. Laagab a fustigé «le non-respect par la majorité des chaînes de télévision des normes internationales régissant cet aspect, d'autant plus que celles-ci se sont transformées de chaînes d'information à des chaînes d'annonces».

Il a en outre relevé que le temps de diffusion des spots publicitaires «a dépassé dans plusieurs chaînes 45 minutes non-stop, suscitant ainsi le mécontentement des téléspectateurs qui préfèrent regarder les chaînes nationales durant ce mois sacré».

«Il existe des normes internationales qui régissent le domaine de la publicité qu'il faut respecter, dans l'attente de la promulgation



du cahier des charges et de l'installation de l'autorité de régulation en la matière», a-t-il noté. Estimant que ces chaînes «ont

porté d'abord préjudice à elles-mêmes, puis au citoyen et aux médias nationaux dans l'ensemble», le ministre a souligné que

«les Pouvoirs publics ne resteront pas passifs face à cette situation à laquelle il importe de remédier dans les meilleurs délais».

AUTORISATIONS DE TOURNAGE POUR LE PROGRAMME DE RAMADHAN

Le ministère de la Communication appelle les producteurs à respecter le contenu

Le ministère de la Communication a appelé l'ensemble des producteurs et des agences de production audiovisuelle, titulaires d'autorisations de tournage accordées par ses services, à respecter le contenu des autorisations de tournage et à se conformer à l'engagement signé après réception de ladite autorisation. Suite aux observations enregistrées autour de différents programmes diffusés durant le mois de Ramadhan, «le ministère rappelle à l'ensemble des producteurs et aux agences de production audiovisuelle titulaires d'autorisations de tournage accordées par ses services, l'impératif de respecter le contenu de l'autorisation de tournage octroyée et de se conformer à l'engagement signé après réception de ladite autorisation», a averti le ministère dans son communiqué.

VOLONTARIAT DE LA JEUNESSE ALGÉRIENNE

Une valeur précieuse prenant toute sa signification durant le Ramadhan

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a affirmé à Oum El Bouaghi que «le volontariat de la jeunesse algérienne représente une valeur précieuse qui prend toute sa signification durant le mois de Ramadhan».

M. Hidaoui a souligné, dans une déclaration à la presse, en marge d'une rencontre avec les membres du CSJ au niveau local et les délé-

gués des communes, organisée au Centre culturel islamique Messaoudi-Abbas, que sa venue à Oum El Bouaghi s'inscrivait dans le cadre du suivi de l'initiative «Bravo aux jeunes», lancée par le CSJ pour «encourager et soutenir les initiatives solidaires portées par un grand nombre de jeunes pour prendre soin des catégories sociales qui n'ont ni le temps ni la chance de se trouver à la table de l'Iftar pendant le Ramadhan».

Il a salué, dans ce contexte, «les jeunes algériens qui se rendent par centaines, voire par milliers, dans les rues, partout en Algérie, pour fournir une aide et remettre des repas de l'Iftar à des démunis ou à des gens de passage».

M. Hidaoui a indiqué que le CSJ «a voulu célébrer ces valeurs, à sa manière, à travers le déploiement de membres du Conseil dans toutes les wilayas du pays pour soutenir ces initiatives de jeunesse».

Il a également souligné que la phrase «Bravo aux jeunes» doit sonner comme «un remerciement, et une fierté devant ces jeunes qui consacrent un mois entier à apporter une aide précieuse et à répandre l'entraide dans toute l'Algérie». S'agissant de sa rencontre avec les membres du CSJ et les délégués communaux, M. Hidaoui a souligné qu'il s'agit d'une «occasion de débattre de différentes questions relatives à la jeunesse,

d'échanger des idées et de travailler à porter ces initiatives de jeunesse jusque dans les zones éloignées du pays». Le président du CSJ devait poursuivre sa visite dans la wilaya d'Oum El Bouaghi en s'enquérant de l'initiative «Bravo aux jeunes» et en visitant des centres d'Iftar (Meïdat Ramadhan) auxquels participent des jeunes, avant de partager, à leurs côtés, un repas de rupture du jeûne.

PRÉSIDENTIELLE EN RUSSIE

Poutine recueille 87,97% des voix après décompte de 24,4% des bureaux

Le président russe sortant Vladimir Poutine a recueilli près de 88% des suffrages lors de l'élection présidentielle qui s'est déroulée du 15 au 17 mars, selon les premières données publiées dimanche par la Commission électorale russe (CEC). D'après la Commission, Vladimir Poutine a réuni 87,97% des voix après le dépouillement des suffrages dans 24%

des bureaux de vote. Selon l'institut officiel Vtsiom, Nikolai Kharitonov, du parti communiste de Russie (KPRF), a obtenu 4,6% des voix, tandis que Vladislav Davankov, du parti Nouvelles personnes, a recueilli 4,2% des suffrages. Leonid Sloutski du parti libéral-démocrate de Russie a recueilli 3% des suffrages, a précisé la même source, notant que la part des bulletins nuls

était de 1,2%. Le taux de participation à l'élection présidentielle a dépassé 74%, selon des données annoncées par Nikolai Boulaev, vice-président de la CEC.

«A 20h37 (heure de Moscou), le taux de participation total a dépassé 74% et s'est élevé à 74,22%», a indiqué le responsable, cité par les médias. Ce chiffre est conforme aux prévisions

des deux principaux organismes de sondage du pays, à savoir la FOM et VTsIOM, qui tablaient sur un taux de participation situé entre 70% et 80%.

Le dépouillement des votes a commencé immédiatement après la fin des élections. Les premiers résultats préliminaires seront annoncés dans la matinée du 18 mars tandis que les résultats définitifs seront dévoilés par la CEC avant le 28 mars.